

DOSSIER IMMIGRATION

JUMELAGE ÉCOLE - ENTREPRISES CHOMAGE DES JEUNES DÉCHETS NUCLÉAIRES ARGENTINE

TCHAD

LA GUERRE D'ALGÉRIE

N'ATTENDS PAS D'AVOIR DU BETON PLEIN LA GUEULE POUR L'OUVRIR!



Edito Chomage des jeunes, mode d'emploi A propos du jumelage école - entréprises Prisons : grèves de la faim	
A propos du colloque anarchiste de Venise La France en Afriqué : Le Tchad DOSSIER IMMIGRATION Dans une ZUP à la rencontre de différentes cult Pas besoin de Le Pen on a Dufoix Immigrés : quand les femmes s'en mêlent Un mouvement en gestation	p. 13å 17 ures
Notre mémoire : La guerre d'Algérie Les déchets radio-actifs. Aspects techniques Une poubelle nucléaire dans l'Aube.	p. 18a 23

naissance d'un mouvement ? p. 25-26

L'Argentine entre les militaires et la dette

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF

Le dernier week-end de chaque mois, une Commission Journal (C.J.) est organisée dans une ville différente pour préparer chaque numéro. Peuvent y participer des sympathisants intéressés au même titre que des militants OCL de la ville en question et que des représentants d'autres groupes OCL.

Chaque C.J. a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter des articles proposés par des gens présents ou non, d'en susciter d'autres suivant les événements et les souhaits émis par différents groupes ou individus. Le collectif local organisateur doit immédiatement après la CJ rédiger un compte-rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines qui suivent assurer le suivi de ce qui a été décidé lors de la C.J (liaisons, contacts etc.), écrire l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent dans le mois puis de réaliser la maquette.

Depuis trois années que nous fonctionnons ainsi, 18 villes ont accueilli Courant Alternatif: Caen, Angers, Orléans, Poitiers, Bordeaux, Albi, Toulouse, Peyrehorade, Aix-en-Provence, Lyon, Paris, Boulogne/mer, Reirns, Dijon, Auxerre, Dieppe, Etampes, Forcalquier. Cette année de nouvelles villes s'ajouteront certainement à cette liste (Longwy? Champigny? Tours ou d'autres ?)... d'autres récidiveront .

Ce numéro a été préparé à Dijon fin octobre. Le suivant (n° 42) aura déjà été préparé à Reims quand vous lirez ce numéro, le numéro 43 de février le sera à Angers le dernier week-end de décembre. Si vous désirez participer à une C.J. écrivez à OCL/Egregore BP 1213. 51058 Reims cedex.



MAQUETTE OCL DIJON

RECTIFICATIF

Dans le numéro de C.A 40, un article intitulé Lutte anti-symbiose, un certain essoufflement, pouvait laisser croire qu'il s'agissait du point de vue du COT (BP 229, 81006 Albi). Il n'en est rien. C'est le point de vue d'un camarade présent à Angers, comme ce fut le cas pour les articles précédents (38 de Reims, et 39 du Tarn). Le débat reste ouvert, mais en espérant qu'il se portera maintenant davantage sur les perspectives d'avenir de cette lutte que sur des bilans de l'an passé.

COURANT ALTERNATIF

nº 41. décembre 84

Mensuel Communiste Libertaire Réalisé par l'OCL Edité par l'association 1901 La Galère

Correspondance : OCL/Egrégore B.P. 1213 51058 Reims cédex

Dir. Pub. C. Maynard Imprimerie : Atelier graphique Reims Photocompo: Hitzak. Ossas

Dépot légal : 47693 Com. Par. : 63627 ISSN : 0249-3195



...... **p.**27_å30

Vite fait sur le zinc L'Mouv'ment

:au fond å gauche

CONTACTS

CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST

* OCL/Egregore B.P. 1213 51058 REIMS cédex

NORMANDIE

- * Courant Alternatif B.P. 543 B 76 370 Neuville les Dieppes
- * ASTEVMU B.P. 170 CAEN cédex 14008

PAYS DE LOIRE/BRETAGNE

* OCL/L'Encre y est 33 Place d'Alger 72000 LE MANS

POITOU - CHARENTES

* CRIC B.P. 227 86006 POITIERS cédex

SUD - EST

* OCL c/o CNT B.P. 160 13634 ARLES cédex

BANLIEUE EST - PARIS

* RUPTURES B.P.I 94501 CHAMPIGNY/Marne cédex

SUD-OUEST

* Acratic B.P. 23 64130 MAULÉON CENTRE

La Commune B.P. 1228 45002 Orléans cédex

BOURGOGNE

* M.D.P.L. BP 2616. 21056. DIJON cedex





Nous savons déjà depuis un moment que cette crise «catastrophique» dont on nous bassine les oreilles, cette crise qui, par contre, met réellement sur le carreau des milliers de chômeurs, cette salope de crise donc, n'est que l'aspect le plus tangible d'un processus plus large visant à restructurer le capital, et donc les forces productives qui assurent sa pérennité. Il est relativement difficile de cerner cette restructuration dans sa globalité. Nous savons seulement que l'enjeu est énorme: suivant le rapport de forces existant à l'issue de cette période, entre le prolétariat et ses maîtres, ce sont des centaines de luttes, de moments de rupture, de subversions du système qui existeront ou non.

L'actualité de ces derniers jours tendrait à prouver que ce rapport de forces n'est plus à l'avantage de la classe ouvrière comme cela a pu l'être au début des années 70. Les patrons peuvent se permettre d'assassiner un ouvrier après s'être permis de ne pas le payer pendant quelques mois, avec des balles à sanglier (acte qui indigne nettement moins que la mort du petit Grégory ou celles des vieilles dames du XVIIIe tout cela sans qu'aucune riposte digne de ce nom ait lieu.

Il est évident que comme n'importe quelle classe, le prolétariat véhicule des tendances xénophobes et intériorise l'existence du pouvoir dominant, mais il est tout aussi évident que ces tendances dépendent des différentes périodes. Si nous assistons en ce moment à une décomposition des capacités offensives de la classe ouvrière, c'est bien aussi parce que ces tendances dominent de plus en plus à l'intérieur de celle-ci, conséquence de la perte d'une certaine conscience de sa

Parallèlement, des éléments pouvant amener à une recomposition apparaissent ici ou là. Un de ces éléments peut être la critique du travail existant chez une partie de la jeunesse, pour qui la précarité de l'emploi ou des revenus est à la fois un choix et une contrainte imposée par les nouvelles modalités de la production. Mais de même que l'usine, en tant que territoire d'antagonisme défini a pu engendrer une certaine conscience chez les prolos tout en contribuant à l'expression des comportements racistes, sexistes ou autres, de même la précarité de l'emploi peut, à la fois se concevoir comme une rébellion par rapport au travail et comme repli pour la survie individuelle, donc comme négation du rapport de forces collectif nécessaire à une recomposition de classe

Il est clair que le fait de se ressentir comme « jeune rebelle» ne suffit pas en soi à remettre en cause l'Etat et le capital. Il est clair aussi que la précarité, la mobilité géographique brisent les rapports humains pouvant engendrer une vision commune des intérêts. Mais. parallèlement, la marginalisation plus ou moins importante qui accompagne ces phénomènes et les attitudes qui en découlent recréent d'autres antagonismes et éventuellement d'autres solidarités qui ne fonctionneraient plus tant par rapport au travail que sur une façon de vivre. Reste à savoir comment peuvent se créer des liens entre les lieux de production et les «lieux de vie» débouchant sur une globalisation. Savoir aussi comment nous y intervenons. Une des choses que nous pouvons formuler, outre le fait de favoriser ces liens, c'est la nécessité de contrecarrer le discours de consensus dominant, en affirmant que toute critique radicale de la société, même vécue réellement (travail au coup par coup, squatt, punks, destroys, etc.) ne peut être complète que si elle se place dans une perspective de classes antagonistes.



Dijon, le 14-11-84



> Chèques à l'ordre de Denis Jean OCL / EGREGORE B.P. 1213. 51058 REIMS cedex

En nombre pour la diffusion

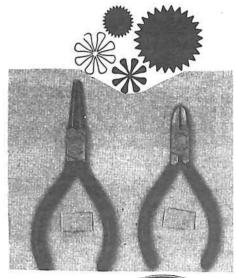
2 exemplaires200 Francs3 exemplaires280 francs5 exemplaires450 francs

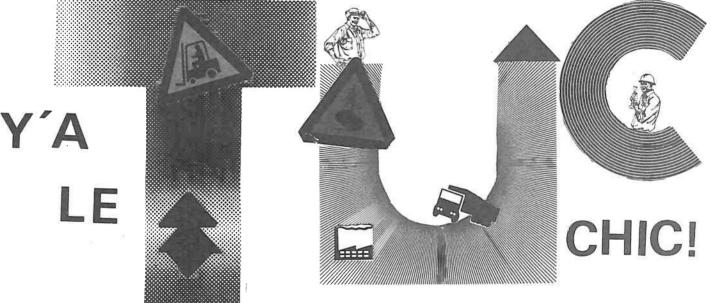


CHOMAGE DES JEUNES, MODE D'EMPLOI

Dans le dernier numéro de CA (nº 40), nous avons fait une étude du dispositif jeunes depuis 1975. Nous avons également vu ce qu'il était dans différents pays de la communauté européenne. Nous disions qu'une des analyses qui avait prévalu pour la mise en place des différents dispositifs était l'inadéquation des formations initiales aux emplois, donc, de fait, une remise en cause du système éducatif français. C'est à la même conclusion qu'aboutit à ce jour un rapport de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique - qui regroupe 24 pays dont, entre autres, 18 pays européens, les Etats-Unis, le Canada, le Japon).

Nous allons revenir dans ce numéro à certains aspects du plan antichômage des jeunes décidé par le conseil des ministres du 26 septembre 84 et essayer de voir quelles sont les conséquences des mesures prises, tant au niveau des jeunes que de ceux qui les encadrent.





TUC A TOUTE HEURE

«Il y eut le lampiste, ce petit minable de la SNCF, qui connut la célébrité dans le monde entier». En 1953, il cédait sa place au zéphir. Puis vinrent le smigard et le smicard... Le Tucard vient de sortir de l'imagination créative des économistes socialistes... Il était jeune chômeur, il est employé au Tuc - Travaux d'utilité collective. Une belle promotion sociale. Un vaste éventail d'occupation est offert au Tucard. Il pourra être tondeur de gazon, cireur de chaussures, ramasseur de bois mort chez Bouchardeau. L'essentiel est qu'il ne peigne pas la girafe, qu'il échappe au sinistre désœuvrement... La première utilité est que l'heureux bénéficiaire ne figurera pas ou ne figure plus sur les listes de chômeurs. Cette opération promotionnelle a été accueillie dans les syndicats, à droite, à gauche, ailleurs et même chez les socialistes, avec un scepticisme peut-être factieux mais invétéré. Pourtant « Quel lancement... » disait le Canard Enchainé dans un article du 3 octobre intitulé «Salut le Tucard!»

«Les travaux de misère offerts par la collectivité à des jeunes sans métier montrent le niveau de pauvreté dont notre nation approche... Nous voilà vraiment revenus aux ateliers nationaux de juin 1848 » (Aspects de la France

du 4/10/84).

« Pourra-t-on refuser un Tuc sans risquer de perdre son indemnité chômage? Enfin, comment éviter un « méga-effet pervers » inciter les jeunes notamment les étudiants - à s'inscrire à l'ANPE pour bénéficier d'un peu d'argent de poche alors que l'objectif gouvernemental est clairement d'abaisser le salaire minimum des jeunes sans qualification » (Le Nouvel Economiste).

A travers ces extraits choisis d'une revue de presse, les objectifs poursuivis par le gouverne-

- dégonfler les chiffres du chômage,
- multiplier les structures bidons ou provisoires pour éviter le phénomène « nouveau pauvre » en donnant un salaire social mini-
- exploitation des aspirations nouvelles des jeunes sur le travail.
- abaisser le salaire minimum des jeunes sans qualification
- occupation de crénaux négligés
- non spécialisation et mobilité (à rapprocher des négociations sur la flexibilité de l'emploi).

A ce sujet, je laisserai la parole à Relations humaines du 15/09/84:

« Bien des vaches sacrées sont tombées depuis les débuts de la politique de rigueur. L'hécatombe n'est pas achevée, surtout en matière sociale. Est-il absurde de parier, qu'au vocabulaire près, les pouvoirs publics accepteront finalement les conditions du patronat qui sera alors placé devant ses responsabilités. Sans le dire, le

président de la République doit rêver d'une social-démocratie à la scandinave où à l'allemande où les chefs d'entreprises coopèrent avec des « socialistes » respectueux des lois du marché et de leur autorité...

Dans son dernier ouvrage « La fin du travail » Michel Drancourt n'a pas tort de souligner que le maintient de la conception classique de l'emploi ne peut conduire qu'à un régime à la soviétique où chacun occupe un emploi, même si c'est pour rien faire. Pour l'instant le gouvernement est encore attaché à certaines apparences (voir plan social de la Chiers ou cas de l'automobile).

Maintenir un lien fictif avec l'entreprise, baptiser «retraités» des chômeurs vieillisants, prolonger la scolarité au delà du nécessaire : ces expédiants ne résolvent rien même s'ils sont socialement utiles pour atténuer les risques de traumatismes individuels et d'explosions sociales. Les responsables politiques connaissent maintenant ces vérités, mais ne peuvent rompre brutalement avec des attitudes séculaires. Il ne peut y avoir pour l'emploi un virage aussi spectaculaire que pour l'école. M. Gattaz n'était pas assez naïf pour ignorer que dans l'immédiat, ses propositions ne pouvaient être qu'ignorées par le gouvernement. Cela ne signifie pas qu'elles sont définitivement écartées. La seule question est de savoir quand et sous quelles formes elles réapparaitront. » (Gérard Adam)

RENTABILISATION DU SECTEUR SOCIAL LES ENTREPRISES INTERMÉDIAIRES

On avait commencé à essayer de rentabiliser le secteur sócial avec les CAT (Centre d'aide par le travail). Aujourd'hui ce sont les ateliers protégés et surtout les entreprises intermédiaires ou « Unités de formation-production ». C'est aussi le couteau que l'on met sous la gorge à nombre de structures (foyers, clubs de prévention, centres de toxicos...) sous peine de voir ces structures fermées (en n'accordant plus les subventions nécessaires à les faire fonctionner).

Qu'est-ce qu'une entreprise intermédiaire? C'est une entreprise, dont la durée de vie ne peut excéder 3 ans, dont le but est de donner une formation reconnue (sanctionnée par un diplôme) ou de trouver un emploi (avec des contrats à durée déterminée ou indéterminée) à un jeune de moins de 23 ans (ou de plus s'il justifie de moins de deux ans d'activités professionnelles, en ne bénéficiant d'aucune qualification professionnelle ou d'une qualification inadaptée). Ces unités sont donc à la fois un lieu de formation et une entreprise bénéficiant de subventions diverses (100 % la première année, devant s'autofinancer la dernière année). Les jeunes ont soit un statut de stagiaires de la formation continue (de 535 F à 1200 F par mois) soit un statut de salariés (au Smic bien sûr). Au niveau juridique le statut d'une entreprise intermédiaire est soit une association loi 1901, soit une SCOP, soit une SARL, soit un mélange de tout cela). Leur création remonte à 1979, mais elles sont aujourd'hui favorisées par le gouvernement (10000 jeunes devraient être concernés en 84-85). L'encadrement et la formation sont assurés soit par des chômeurs en mal de création d'entreprises, soit par les éducateurs déjà existants.

«Les Tuc et les dispositions concernant "les entreprise intermédiaires" posent le problème des relations entre de nouvelles catégories

d'emplois et les entreprises du secteur concurrentiel » écrit Jean Meilhand dans l'Usine Nouvelle du 4/10/84. « Que font-elles concrètement? Les contraintes économiques les conduisent, plus fréquemment qu'elles ne le souhaitent à faire ce que les autres ne veulent pas faire, dans les services et le bâtiment-travaux publics. Ce qui n'est pas un pis aller, mais pas totalement négatif. D'autre part, elles s'efforcent de répondre à leur vocation qui est de constituer un sas entre le chômage et l'emploi. Mais elles n'atteignent cet objectif que partiellement et au prix d'un effort considérable d'adaptation des méthodes de formation et d'intégration classiques. Par exemple, apprendre à un jeune sans qualification ni expérience professionnelle à arriver à l'heure au travail, cela suppose que l'on accepte des défaillances répétées qui, dans toute autre entreprise, entraîneraient le licenciement immédiat, tout en mettant au point des sactions (financières généralement) adaptées à son cas. Le résultat est aussi étroitement lié à la quantité et à la qualité de l'encadrement ».

Et l'on voit là un autre objectif du gouvernement à travers ce nouveau dispositif jeune : viser ceux qui encadrent, et ce au niveau idéologique. Il faut les faire entrer dans le « libéralisme économique», voie choisie par le gouvernement, pour soit disant sortir de la crise (« Il faut retenir la leçon américaine » Jacques Delors dans Paris Match du 13/10/84). Car qui sont-ils, ces encadreurs? des boy-scouts ou de doux rêveurs

traversés par les idées soixante-huitardes qui ont trouvé là un moyen d'échapper à un boulot chiant (avec un salaire correct), de chercher « des méthodes pédagogiques plus ou moins nouvelles » (qui ont servi de bases au projet Legrand de rénovation du système éducatif), mais qui sachant que ce dispositif n'est que transitoire, se laissent séduire par l'idée d'être son propre patron, de «créer sa propre entreprise» d'échapper au salariat traditionnel.

Comme on peut le voir, un gouvernement de gauche est en train de réussir là où la droite se serait cassées les dents, avec l'aval des syndicats en:

- détournant la législation du travail (en abaissant le Smic des jeunes sans qualification). atténuant les risques de traumatismes individuels et d'explosions sociales (multiplication des structures bidons, donner un boulot de temps en temps)
- rentabilisant le secteur social
- intégrant idéologiquement ceux qui enca-
- développant la mobilité
- développant la notion de service civil à travers les Tuc et les jeunes volontaires (on comprend mieux la nouvelle loi sur l'objection de conscience).

Camille - Reims Le 14/11/84



SOCIALISTES LIBERTAIRES

Saviez-vous que dans les premières années de leur septennat, les socialistes se sont fourvoyés sur la voie libertaire. C'est en tout cas ce qu'a déclaré Pope-ren (PS), battant sa coulpe, lors d'une émission de Radio-France-Lyon: «Nous avons cédé à une idéologie libertaire qui ne correspond pas à une

démarche socialiste». Vous vous en étiez rendus compte, vous?

Imaginez un peu; si le PS était libertaire à l'époque, qu'est donc le PC maintenant qui sans cesse se réfère à la première année du septennant, modèle à ses yeux!



« Plus révolutionnaire que moi, tu meurs!»

Alain de Benoist, ce chantre du GRECE, creuset de l'idéologie de la nouvelle droite, antimarxiste, antiégalitariste, se sent aujourd'hui une âme de communard, considère Che Guevara comme « la seule espérance qui vaille », et déclare se ranger auprès de la bande à Baader et des Brigades rouges italiennes. Ah !!! le mythe du héros révolutionnaire, tout marxiste qu'il soit!

POUR L'EXEMPLE

Peines de prison avec sursis (de 15 jours à 1 mois) et 1500 F d'amende : tel est le verdict scandaleux qui a été rendu le 8 novembre à Bayonne à l'encontre de cinq militants abertzale.

Arrêtés bien après la dissolution de deux manifestations contre les extraditions (les 13 et 23 septembre), ils sont accusés d'outrage, de rébellion à forces de l'ordre et d'entrave à la circulation. Contre eux, aucune preuve... sinon pour deux d'entre eux des certificats médicaux faisant état des violences policières qu'ils ont subies...

Police et justice se sont mises d'accord pour frapper ces cinq militants, pris au hasard, pour l'exemple. Le fait d'interdire aux abertzale le droit de manifester ne suffit apparemment pas au pouvoir; au quadrillage systématique (une section spéciale a été créée dans le district de Bayonne), voici venir à présent les procès et condamnations.

A propos des jumelages Ceci, pourrait-on objecter, pour qui connaît les LEP, n'est pas nouveau, loin s'en faut. Elève de LEP, prof de LEP, j'ai eu tout le temps d'observer de près les liens étroits qui rattachaient le fric des patrons locaux et les LEP du même secteur. Dans ce domaine, l'inégalité de le réposition de le tres d'apparent liers et de le réposition de le tres d'apparent liers et de le réposition de le tres d'apparent liers et de le réposition de le tres d'apparent liers et de le réposition de le tres d'apparent liers et de le réposition de le tres d'apparent liers et de le réposition de le tres d'apparent liers et de le tres d'apparent le reposition de la reposition

L'article intitulé « Chômage des jeunes, mode d'emploi » paru dans CA 40 mentionnait divers dispositifs développés par le pouvoir actuel, dans le droit fil de l'ancien, afin d'assurer l'encadrement et la récupération de la force de travail des jeunes non ou mal formés dans la période charnière qui va de l'interruption de la scolarité à l'entrée hypothétique dans le monde du travail.

Ici, il sera question d'un aspect parallèle du problème annoncé également par Fabius en septembre: les jumelages écoles-entreprises et leurs implications qui révèlent assez clairement les grands traits de la politique Chevènement de l'éducation « professionnelle » à la sauce « réaliste »



Coolers to ex libir

fin de définir brièvement ce que peuvent signifier ces conventions de jume lage qui devraient lier à l'échelon local ou départemental, voir régional, les établisseou départemental, voire régional, les établissements d'enseignement professionnel et les industries, on peut tout d'abord revenir sur les déclarations de Fabius au Conseil des ministres du 26 septembre avant de prendre un exemple tout récent, tout proche de Reims, à Charleville, dans les Ardennes, et un autre à Reims même.

Citation de Fabius à cette époque: « Les conventions conclues porteront aussi bien sur le développement de formations alternées que sur l'intervention de l'Education nationale dans la formation permanente. Elles permettront une meilleure connaissance par les élèves de la vie professionnelle et des technologies modernes et, par conséquent, une meilleure orientation vers les enseignements scientifiques et techniques. »

On relèvera ici le mot capital d'« orientation » qui se rattache au nouveau dessin des filières de formation « initiales » dans les LEP en particulier. « Orientation » ne signifie plus plaque tournante, au sens restrictif, comme auparavant, avant l'entrée en LEP, à la sortie de la 5ème ou de la 3ème futurs «troncs communs ». L'orientation est sensée intervenir aujeurd'hui de façon régulière dans le cursus même, suivi pour l'obtention d'un CAP ou d'un BEP. Je ne parlerai ici que des LEP, car c'est le secteur où je travaille.

A partir de la rentrée 84 ont été mises en place des 4ème expérimentales pour des élèves sortant de 5ème, voire de CPPN. Ces classes sont là pour «remplacer» les anciennes 4ème préparatoire — lère année CAP. L'aspect confus du terme expérimental dans ces définitions pourrait faire l'objet d'un article futur, après constat des tentatives sur le terrain. Signalons simplement que ces classés d'entrée en LEP sont créées (circulaires rectorales) sans aucun moyen nouveau mais que les objectifs d'adaptabilité, d'acquisitions d'aptitudes souples (déjà évoquées dans de précédents articles de C.A.) sont au centre de la refonte ordonnée aux enseignants.

Derrière cela se cache en fait l'acquisition du savoir, chère à Chevènement. L'heure n'est plus au pédagogisme. L'an prochain, suite logique, la deuxième année de CAP va devenir 3ème expérimentale. Dans un tronc commun de deux ans avec les objectifs généraux évoqués cidessus (pas de programme mais pseudo «innovation» de l'équipe pédagogique). Durant ces deux années, les spécialistes de l'orientation, les assitantes sociales, etc. seront censés suivre les signes d'une quelconque spécialisation potentielle de l'élève. Après quoi, à la fin de la seconde année, le «choix » lui est donné de suivre trois filières de «conclusion». Soit un BEP en deux ans (comme ceux sortis de 3ème traditionnelle ou de seconde), soit pour «l'élite républicaine » (comme dirait Chevènement) une seconde de lycée avec le nouveau tronc commun jusqu'à la terminale, soit enfin pour le plus grand nombre, l'ancien CAP, dont tout laisse d'ailleurs à penser qu'il est appelé à disparaître, ceci rejoignant les désirata des industriels et du patronat en lien étroit avec les LEP.

Autre mesure pour ces LEP: création rapide d'une année supplémentaire, en particulier à la fin d'un BEP, année dite de «préparation au monde du travail», permettant en fait de maintenir le plus longtemps possible les jeunes dans le circuit scolaire, date d'entrée dans la vie active toujours repoussée, c'est là encore un objectif cher au pouvoir.

Ce profil amorcé par Savary et aujourd'hui géré par Chevènement a un rapport étroit avec les jumelages écoles-entreprises et l'adaptation «en souplesse» de l'enseignement professionnel initial aux capacités conjoncturelles de l'industrie locale en matière d'emploi.

L'orientation «continue» qui se dessine ici devrait être en effet accompagnée d'une intervention toujours plus accrue des «professionnels», artisans et industriels, banques, commerce, etc. dans l'enseignement dispensé en LEP, afin d'infléchir les spécialisations et les filières en fonction de leurs propres besoins à court terme.



Ceci, pourrait-on objecter, pour qui connaît les LEP, n'est pas nouveau, loin s'en faut. Elève de LEP, prof de LEP, j'ai eu tout le temps d'observer de près les liens étroits qui rattachaient le fric des patrons locaux et les LEP du même secteur. Dans ce domaine, l'inégalité de la répartition de la taxe d'apprentissage et des dotations en matériel (souvent considérables) varient uniquement en fonction du «dynamisme» de l'industrie locale et de ses possibilités d'extension (territoriale entre autres). Les capitaux versés ainsi sous des formes diverses par l'industrie et les «services» aux LEP ont toujours entretenu une certaine ambiguïté sur le statut d'établissement «public» de ces lycées (ex-collèges).

Ce qui s'amorce aujourd'hui avec ces conventions n'est jamais que l'officialisation d'une vieille histoire d'argent entre ces « partenaires ». Les diplômes délivrés en LEP ont toujours eu pour correcteurs et examinateurs un cocktail d'enseignants (sortis de l'industrie) et de professionnels venus pour l'occasion.

Les tambours et trompettes jetés sur ces jumelages ont donc déjà pour but d'accréditer chez le bon peuple l'image soi-disant « réaliste » de l'école Chevènement. Il n'y aura pas de « réforme-Chevènement », simplement l'utilisation intensifiée et le dévoilement de vieilles recettes déjà à l'œuvre depuis des années. Entre autres l'allongement des « stages pratiques en entreprise » mis en place par le plan 77-81 (voir CA nº 40).

Deux exemples de conventions (l'une officielle, l'autre en attente) récentes dans la région. Tout d'abord, le 26 octobre à Charleville-Mézières, a eu lieu la signature d'une convention de jumelage entre le LTE François Bazin (gros lycée qui forme diverses filières industrielles jusqu'aux techniciens supérieurs et le Conservatoire des Arts et Métiers) et une entreprise d'outillage et de machines : Promecam-Sisson-Lehmann. Des représentants de l'Etat s'étaient déplacés pour cette « première » dans l'académie de Reims en présence de la rectrice. Cependant, les liens dont je parlais plus haut existaient depuis déjà plus de quinze ans entre les deux pôles avec, à la clé, pour le LTE, un renouvellement du parc de machines-outils qui n'excédait jamais trois à quatre années scolaires.

Quelques échos de ce jumelage fortement répercutés par les médias locaux, au travers de ce qu'écrivait un journaliste de l'Ardennais le 17-10-84: « Que peut apporter Promecam-Sisson-Lehmann dans la corbeille? Un accueil, dans tous les domaines, d'élèves, d'étudiants, d'apprentis ou de stagiaires en formation continue, la possibilité de placer des jeunes sur des emplois à durée déterminée. La capacité à prêter des techniciens pour assurer la mainteance des matériels du lycée, ou pour fournir des conseils pour l'équipement.

Et Bazin? Permettre aux jeunes de se réconcilier avec l'entreprise (sic) en vue de leur devenir professionnel. Assurer aussi une aide au développement dans le cadre des techniques nouvel-

Qu'ajouter sur cette citation imprégnée des points de vue de Sisson-Lehmann et de Zachary (vieille crapule), proviseur de Bazin, si l'on compare avec les citations de Fabius faites en début d'article? Simplement qu'il est ici fait mention des contrats à durée déterminée, ce qui ne pourra manquer (cf CA nº 40) de «réconcilier les jeunes avec l'entreprise...» On rigole quand on sait que la majorité de ces fameuses filières formées à Bazin et l'ancien secteur machine de Sisson-Lehmann appartiennent aux secteurs fonderie, forge, métallurgie, tuyauterie, chaudronnerie... secteur de pointe dans les Ardennes, tout le monde le sait!

Plus sérieu-

sement, ceci révèle le grenouillage qui s'opère sous la démagogie Chevènement-capitalisme local, autour de la main-d'œuvre malléable et bon marché.

L'autre expérience de ce type, en cours de concrétisation, concerne l'établissement où j'enseigne. Celui-ci forme essentiellement des filières rattachées au secteur tertiaire, liées au domaine commercial. Ce LEP, très important dans la région Champagne-Ardennes, fut mis en place en 72, à l'époque où le tertiaire, précisément, absorbait de façon massive le nouvel arrivage d'actifs, majoritairement féminin, surtout dans le département de la Marne. Ce que nous avons évoqué précédemment et qui concernait les liens anciens entre le patronat local et les établissements de formation se retrouve ici également. A préciser de surcroît que cet établissement percevait jusqu'alors une part majoritaire des reversions de la taxe d'apprentissage; celle-ci servira cette année au paiement du parc d'ordinateurs d'autres établissements, entre autres. Ceci donne une idée des « moyens » (ô ironie) que se donne Chevènement pour l'application de sa « politique d'efficacité ». Néanmoins, dans ce LEP où voisinent filières bancaires, commerciales, rattachées à la vente, aux bureaux, comptabilité, etc., le plus intéressant cette année est la concurrence d'offre de « pénétration » que se livrent le Crédit agricole et le Crédit lyonnais. On parle de symbiose armée-école, mais dans ce cas précis la symbiose école technique-entreprises laisse des traces tangibles par le biais des conférences et des visites de ces deux banques. Toutes ces tentatives qui sont l'approche d'un espoir de jumelage entre le LEP et un pool bancaire sont directement à relier à des articles, également parus dans C.A., et qui concernaient l'informatique et l'école. En effet, quel établissement, type LEP, peut mieux que celui-ci être un creuset d'expérimentation pour la rentabilité de l'apprentissage informatique et de ses retombées sur la souplesse de la main-d'œuvre déjà évoquée? Dans ce but, nous (les profs qui l'avaient choisi) avons reçu une «formation», inachevée à ce jour, destinée à faire intervenir la pédagogie dans nos matières sous l'angle des logiciels et de l'écran-clavier.

Ces exemples peuvent mettrent en valeur les contenus du déploiement « Fabius-Chevènement » sur les liens école-entreprise et leurs modalités. Reste à énumérer les raisons sousjacentes de ce tour de prestidigitateur et ses finalités.

Dans ces liens cyniquement officialisés entre l'école et l'entreprise, il est important d'avoir conscience de quelques ressorts cachés : ici, un dernier pan de l'idéologie socialiste, socialedémocrate (et de l'école nationaliste Jules Ferry) vient de tomber. L'école, et nous l'avions dit, n'est plus représentée comme une « entité » à préserver de l'extérieur, du « monde du travail », c'est-à-dire des «industriels»... Depuis que la gestion de la « gauche » a fait l'apprentissage des coups de règle sur les doigts, ô magie, il n'y a plus de « vilains industriels », de « capitalisme », même si Mitterrand passe de la pomade sur le même si Mitterrand passe de la pommade sur le dos de la classe ouvrière (d'une main on tond, de l'autre on passe le baume). Dans ce cas, la logique est : il faut mettre les jeunes directement sur le terrain de l'entreprise. Il n'existe plus d'exploitation, seuls comptent l'apprentissage, l'adaptabilité et l'efficacité... c'est-à-dire le profit.

- CONVENTION DE JUMELAGE ENTRE LE LYCEE d'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

- J.C.AUBRY et l'ENTREPRISE SAURER-DIEDERICHS SA -

-1-1-1-1-1-1-1-1-1

Conformément aux recommandations du Premier Ministre relatives à la nécessaire naison entre l'école et l'entreprise, il est établi une convention de jumelage entre le Lycée d'Enseignement Professionnel "J.C.AUBRY" de BOURGOIN (Isère) et l'entreprise SAURER-DIEDERICHS SA de BOURGOIN-JALLIEU (Isère).

Cet accord est réalisé sur le principe de l'échange. Il fait l'objet de la présente convention cadre fixant le principe, les objectifs et la nature du jumelage, et ultérieurement d'un cahier des charges engageant les deux parties quant au contenu, au déroulement cha la durée des opérations envisagées.

Le principe de cet accord est de lier de façon permanente l'entreprise et le lycée afin que formation et production ressortissent au même univers, à la même culture et que leur scolarité prépare: les jeunes à devenir citoyens et agents économiques de leur pays. Pour le Lycée, il s'agit de préparer ses élèves à leur insertion professionnelle, les confronter aux nécessités de la production et permettre à l'établissement d'évoluer au rythme des mutations tèchnologiques en bénéficiant du savoir faire de l'entreprise.

Pour l'entreprise, il s'agit de se préparer à l'accueil des jeunes, de permettre à son personnel de bénéficier d'un enseignement récurrent et d'intégrer la formation initiale comme élément de développement de l'entreprise.

En sus des échanges existants dans le cadre des séquences éducatives, de l'accueil de stagiaires et du GRETA, le LEP J.C.AUBRY et l'entreprise SAURER-DIEDERICHS SA, s'engagent à organiser l'opération suivante au cours de l'année scolaire 84-85.

- Echange de technicien (s) ou agent (s) de maîtrise de la Société SAURER-DIEDERICHS SA, avec un ou des professeurs du Lycée d'Enseignement Professionnel J.C.AUBRY.
- Le Professeur pourrait assumer des tâches réelles dans l'entreprise.
- Le Technicien ou agent de maîtrise pourrait assurer des cours ou une coanimation sur des aspects technologiques très précis faisant appel à sa compétence particulière.

L'échange ne se fera pas nécessairement de personne à personne.

La compétence des intervenants pourra faire appel à des connaissances dans les dornaines suivants : méthodes, usinage, montage, contrôle...

La durée totale de la participation des intervenants de la Société SAURER-DIEDERICHS SA serait de l'ordre de 50 à 100 H jusqu'à la fin JUIN 1985.

Le cahier des charges confirmera et complètera nécessairement la présente convention.

CANTETO.

Le Premier Ministre :

Letren Chilus.

Le Directeur de SAURER-DIEDERICHS SA

Le Président de l'Assemblée Nationale :

Louis MERMAZ:

BOURGOIN LE 27 SEPTEMBRE 1984

Ces jumelages, sans doute, vont s'étendre. Les entreprises essaient de couvrir des marchés liés à la concurrence des technologies nouvelles, un espace plus grand, une territorialité plus étendue et ces jumelages peuvent leur permettre de recruter, pour des besoins **ponctuels**, une main-d'œuvre dans divers établissements techniques, les plus variés possibles...

Transfert de charge donc par le biais d'échanges qui n'auront rien de « pédagogiques » entre l'école et l'entreprise... Transfert de charges financières et de contrôle social, avant tout, afin d'éviter les risques d'explosion et de révoltes, là est le vrai consensus « néo-libéral » entre la « gauche » et les patrons. Reculer l'échéance pour mieux sauter? Qui sait? En tous cas, un des avatars supplémentaires du capitalisme en crise. On verra (voir toujours CA n° 40) les formateurs 16-18 ans intervenir en formation initiale avec des « professionnels réalistes » venus quantifier et trier la main-d'œuvre du moment.

Tandis ensuite que les jeunes iront faire les grouillots pour l'aumône (au mieux), sans bien sûr que le contremaître ou le patron se préoccupent le moins du monde de ce qu'ils leur transmettent ou pas, par l'autre bout, des profs quitteront l'enfance éternelle et le cocon sécuritaire pour aller tâter du copeau, de la graisse ou de l'informatotruc, histoire d'oublier les gosses!

Scénario ravissant et plein d'espoir qui, encore une fois, œuvrera certainement à aider les jeunes à «se réconcilier» avec l'entreprise... Paternalisme nouvelle sauce? Les rapports de force ne manquent pas de masques. Ici se dessinent des failles où les luttes des jeunes sans emploi seront primordiales.

noi seront primordiales.



Pour terminer, rappelez-vous, nous avions, il y a quelques mois, parlé de Louis Legrand, le pondeur du tronc commun 6ème-3ème... Le voici, au vu de cette «évolution» de l'école, qui parle de régression dans un article intitulé «Le grand bon en arrière », paru dans Le Monde du 27 octobre: «... Notre nouveau ministère semble emboîter le pas (des conservateurs en matière d'éducation)! Il faut être simple! Il faut être sérieux! Le savoir disciplinaire d'abord : les mécanismes de base à l'école élémentaire, avec un zeste de nationalisme retrouvé; les disciplines à l'école secondaire (...). La boucle est ainsi bouclée: les établissements d'élite à l'élite, le dressage ou le bricolage pédagogique aux enfants du peuple.»

Après toutes ces touches de portrait en demiteintes d'une situation dont nous percevons les objectifs « néo-capitalistes » mais dont nous sommes ignorants des possibilités de lutte qui en jailliront (et dont les jeunes « en situation » seront les seuls moteurs) et s'il fallait enfoncer le clou de l'abandon du « pédagogisme » (Bonjour les Babas!), quelques suaves paroles du ministre (étymologiquement : valet) Chevènement:

« Le problème est de faire que les élèves soient ensuite heureux dans la vie. Pour cela, il faut qu'ils acquièrent des connaissances à l'école et qu'ils apprennent à s'en servir. Cela ne va pas sans effort. Mais quelle récompense ensuite pour l'enfant et aussi pour son maître de voir l'élève dominer des champs de plus en plus étendus du savoir! C'est ainsi qu'il pourra plus tard exercer un métier épanouissant. » (Télérama - 7 novembre 84).

Les patrons vont attraper des bleus à force de se taper sur les cuisses! Au fait! Qui pourrait m'expliquer le sens de l'expression: «élite républicaine»?

Johnny Bubblegum - Reims 16 novembre 84

PRISONS GRÈVES DE LA FAIM

Les détenu (es) refusent l'isolement et la soumission.



e plusieurs prisons à la fois, une même revendication s'est fait entendre ces dernières semaines. Le droit au regroupement, à la réunion... à laquelle se sont ajoutées d'autres revendications communes à tous les prisonniers de l'Etat P.S.; ce sont:

- L'extension de la durée des parloirs
- L'amélioration des conditions d'hygiène et de nourriture.
- La cessation de la censure du courrier.
- Parloirs libres avec suppression des déshabillages les accompagnant, etc...

Toutes ces revendications traduisent bien le fait que, la prison reste la prison, qu'elles soient gérées par le soi-disant avocat libéral Badinter ou par le très réactionnaire Peyrefitte.

Rien ne peut fondamentalement changer tant qu'il y aura des grilles entre la liberté et des femmes et des hommes enfermées (és). Ce mouvement est resté pacifique et s'est exprimé par le refus de prendre les plateaux de nourriture (mouvement qui fut majoritairement tournant), la seule possibilité d'expression de la colère des détenus en dehors de l'automutilation, les tentatives de suicide... journalières dans cet univers...

Toute action collective en taule (refus de remonter de la promenade...) autre que la grève de la faim se traduit aujourd'hui par une intervention des flics qui tabassent les prisonniers... sans oublier le mitard, les quartiers d'isolement, les transferts... Si pour nous, qui sommes dehors, les espaces d'expression, de contestation, de subversion se rétrécissent, pour les taulards, l'univers est clos!

Il nous est très difficile d'imaginer la réalité de la taule lorsque nous avons eu la chance d'y échapper (d'une manière ou d'une autre). Il y a constamment en France plus de 40.000 personnes en taule, environ 110.000 y font un séjour plus ou moins long dans l'année... et malgré tout, l'univers carcéral reste bien l'endroit le plus ignoré, le plus caché, le plus oublié, le dernier cancer de toute société. Nous manquons aujourd'hui d'informations réelles permettant de savoir si ce dernier mouvement dans les taules françaises a été bénéfique pour la majorité des détenu(e)s.

Le mouvement fut lancé par des détenu(e)s d'Action Directe qui avaient leurs propres revendications, dont certaines recouvraient la réalité vécue par tous les taulards.

Il fut médiatisé sous le label « A.D. » alors que les détenus dans l'action ne se déterminaient pas politiquement par rapport à ce groupe mais sautaient sur une occasion de pouvoir exprimer leurs propres renvendications!

Nous espérons dans un prochain C.A, revenir plus en détail sur l'univers carcéral.

Quelques taulards nous lisent... alors il serait bon qu'ils s'expriment dans ces colonnes.



«1984»

COLLOQUE INTERNATIONAL DE VENISE.

Nous avions annoncé, dans notre rubrique "L'Mouvement" de C.A. numéro 38 (été 84), la tenue d'une Rencontre Internationale anarchiste du 24 au 30 septembre à Venise.

Courant Alternatif n'était pas présent en tant que tel à ce colloque. Nous avions suggéré, pour le numéro 40, à quelques participants à ces journées, un ou des articles esquissant un bilan. En fait, nous n'avons reçu qu'un texte d'un camarade socialiste libertaire suisse qu'il nous semble important de publier car il met en lumière les carences du mouvement anarchiste international face à la restructuration capitaliste, l'apparition d'un courant libéral-libertaire qui constitue un nouveau facteur de récupération de l'anarchisme révolutionnaire, la place prédominante des intellectuels dans ce type de "séminaire" fait pour eux et dont certains fabriquent le discours de la nouvelle classe moyenne... A la suite de ce texte, quelques remarques d'un camarade de l'OCL sur la préparation de ce colloque et les comptes rendus qu'il a pu recueillir, ainsi que quelques remarques sur le texte précédent.

e fameux roman de Georges Orwell servait de trame à ce Colloque sur les «tendances autoritaires et tensions libertaires dans les sociétés contemporaines». Durant quatre jours, du 26 au 29 septtembre, une centaine d'orateurs se sont succédés dans le cadre d'une vingtaine de séminaires sur les thèmes de l'impérialisme culturel, du communisme d'Etat, du syndicalisme libertaire, de féminisme et anarchisme, de pratiques de l'autogestion, de l'écologie sociale, des médias et communications, des luttes urbaines, de psychanalyse et société, de l'Etat et de l'anarchie.

Une traduction simultanée était assurée en italien, anglais et français. Parfois aussi en espagnol. Sur demande des jeunes allemands, venus en nombre, les discours furent traduits en allemand. Il y avait là des camarades de toute l'Europe, de l'Amérique du nord et du sud, de l'Asie et de l'Océanie. Près de trois mille personnes.

Cette affluence a dépassé les prévisions des organisateurs : le Centre d'étude libertaire « Giuseppe Pinelle » (du nom de l'anarchosyndicaliste assassiné par la police à Milan en 1969) lié à la Rivista anarchica de Milan, en collaboration avec Anarchos Institute de Montréal et du C.I.R.A. (Centre de recherche sur l'anarchisme) de Genève.

Outre les locaux de l'Ecole d'architecture, une grande tente a été dressée sur la place San Polo, lieu culturel de cinéma et d'exposition, dont un montage de documents sur le monde anarchiste réalisé par le CIRA de Genève. Mais le cœur de la rencontre était la Piazza San Margherita où une infrastructure de cuisine, cantine, scène, librairie, a été montée de toute pièce. On pouvait s'y restaurer à bon compte, les prix à Venise n'étant pas donnés, ce qui a d'ailleurs posé de sérieux problèmes pour le logement...

De l'autre, il n'y avait que très peu d'analyse critique et globale sur les nouvelles formes de domination, beaucoup plus subtiles que les précédentes, mises en place par la haute finance internationale...



Et dans un pays aussi tranquille que le Danemark, la social-démocratie, avec l'appui des U.S.A. et de l'Allemagne de l'ouest, expérimente le contrôle social informatisé: le numéro d'identification personnel doit être présenté partout. Les ordinateurs des différents services (santé, banque, école, bibliothèque, commune, etc.) sont inter-connectés au fichier central...

Pourtant, malgré les aspects positifs du Colloque, ne serait-ce que les soirées et occasions de rencontre et d'échange qu'il offrait, nous étions quelques-uns à ressentir un certain malaise. En effet, d'un côté il y avait des interventions très intéressantes, dont celle d'un Zbigniew Kowalewski sur Solidarnosc et les problèmes de la lutte clandestine, d'animateurs et d'animatrices de radios libres, dont Yves Peyraut de Radio-Libertaire de la F.A.F., de Murray Bookchin qui est l'un des pionniers du mouvement écologique, de camarades de différents pays européens, de Bolivie, de Chine...



Les Vénitiens qui traversaient la Piazza San Margherita étaient partagés entre la crainte et la curiosité. Ils n'avaient encore jamais vu des tribus de punks allemands et italiens danser sur le rythme de leur musique. De surcroît, un quotidien local s'est lancé dans du sensationnalisme de bas étage contrastant avec le sérieux de la B.B.C. anglaise qui a envoyé une équipe de caméramen sur place.

Que l'univers concentrationnaire de «1984» décrit par Georges Orwell était loin au milieu de Venise, de ses canaux, de ses gondoles, de ses petites ruelles en labyrinthe, de ses places ombragées...

Pourtant l'univers concentrationnaire est depuis longtemps devenu le cauchemar quotidien des individus et peuples soumis aux dictatures qui sévissent dans les pays de l'est et de l'Amérique latine.

Et pourtant ces nouvelles formes de domination et de reproduction du capital nous concernent particulièrement car elles passent, dans les pays industrialisés avancés, par la récupération en douceur des courants autogestionnaires et alternatifs. Comment? Par l'intermédiaire de la néo social-démocratic, partis et syndicats socialistes qui entretiennent sciemment la confusion entre autogestion et participation. Par des revues spécialisées comme «Autrement» financée par le groupe Lazard par l'intermédiaire de Bloch-Lainé... et en général toutes les fondations qui soutiennent «l'innovation sociale».

Pourquoi? Les Etats étant submergés de demandes de prises en charge du fait de la destruction du tissu social par le fonctionnement même du capitalisme, il fallait trouver un moyen d'alléger les coûts sociaux, y compris celui du chômage. Par conséquent, il revenait moins cher de soutenir la prise en charge des problèmes par les gens concernés eux-mêmes en leur laissant une certaine marge de «liberté», voire de pouvoir*, où la nouvelle classe moyenne est appelée à jouer un rôle d'intermédiaire. Ce désengagement de l'Etat social se fait sous le slogan trompeur de la droite du « moins d'Etat ».

Dans la même veine, des entreprises de secteurs non-rentables sont revendues aux travailleurs, invités à les «autogérer». C'est le cas de plus de cinq mille entreprises aux USA alors qu'il n'existait qu'une dizaine de coopératives il y a quelques années... Cette «autogestion» est synonyme d'auto-exploitation.

Derrière toute cette mise en scène sous couvert de la «crise» se cache une gigantesque opération de restructuration du capitalisme au niveau mondial, en un capitalisme planifié par des négociations au sommet entre Etats et multinationales et qui se donne différents moyens dont le FMI, l'OCDE, la CEE, la Trilatérale...

Ce nouveau système d'exploitation au niveau mondial par le partage ou pillage des ressources, le transfert de la production vers les contrées a bas revenus, la répartition des marchés, passe aussi par l'accentuation des disparités dans le développement (régions pauvres, régions riches aussi bien au niveau mondial qu'au niveau national), et en général par la fragmentation au maximum du prolétariat.

posaient pas du temps suffisant pour étayer leurs thèses.

Un Congrès serait une forme plus adéquate pour de tels rassemblements, dont le nombre élevé de participants à Venise prouve la nécessité. Mais ceci à plusieurs conditions:

Accord sur deux ou trois thèmes communs.
 Par exemple: analyse des nouvelles formes prises par la domination capitaliste. Moyens de

La forme des discours ex-cathedra favorise une catégorie bien précise de la mouvance libertaire; l'«intelligencia» universitaire, dont le discours qui se veut universaliste, anarchiste en général, ne représente de fait que le discours de la nouvelle classe moyenne.

Sous couvert d'un Colloque présenté comme anarchiste, se profile un courant libéral-libertaire qui constitue un facteur de récupération tout



Quelques-uns des ces aspects ont été traités par quelques orateurs, mais il n'y a jamais eu de synthèse globale qui nous aurait aidés à mieux discerner le « Big Brother » qui symbolise la domination dans le « 1984 » de Georges Orwell, « Big Brother » qui, s'il existait réellement, aurait certainement pensé que les anarchistes réunis à Venise sont en retard d'une guerre...

Le sous-titre du Colloque, «Tendances autoritaires et tensions libertaires », illustrait et résumait assez bien les carences de celui-ci, car le défi de « 1984 » va bien au-delà. C'est aussi un «quitte ou double » pour l'anarchisme : soit l'anarchisme est définitivement marginalisé, réduit à une philosophie sans prise sur la réalité, ce qui symboliserait selon Orwell une victoire de la « police de la pensée », soit l'anarchisme renaît en tant que science de la vie et pratique de libération.

SUR LA FORME ET SON INFLUENCE SUR LE CONTENU:

Les colloques précédents, dont ceux sur Bakounine, l'analyse des «nouveaux patrons», l'autogestion, Malatesta, se sont déroulés un peu à huis clos, entre spécialistes...

Le colloque 1984 était ouvert aux militants, au public, mais la forme n'a pas été adaptée à cette évolution.

Premier vice de forme, le Colloque, c'est-à-dire les exposés ex-cathedra institutionnalisent une séparation entre le discours et la pratique. Or, l'anarchisme, en tant que philosophie d'action, est niée par cette séparation. La rupture entre pratique et théorisation était particulièrement flagrante lors de la «discussion» sur les luttes urbaines. D'un côté, le professeur Dimitri Roussopoulos de l'Anarchos Institute de Montreal, de l'autre des «squatters» allemands et hollandais invités à quitter la salle pour aller discuter ailleurs de leurs pratiques...

aussi dangereux pour le mouvement anarchiste que la précédente tentative qui passait par la marginalisation et la criminalisation de celui-ci.

Quelles sont les caractéristiques de ce courant?

— Le refus d'une perspective révolutionnaire,
communiste libertaire.

La négation de la classe ouvrière et de l'anarcho-syndicalisme en tant que sujet révolutionnaire.

— L'acceptation du capitalisme temporisé par le démantèlement des grandes entreprises (small is beautiful) et la généralisation de la cogestion.

- Idéalisation de «pouvoirs locaux ».

— Incompréhension des nouvelles formes de reproduction du capital (planification négociée entre multinationales et gouvernements) et des nouvelles formes de domination et de contrôle.

C'est parmi d'autres, la position partagée par les membres de «l'Anarchos Institute» de Montréal. Et que dire du schéma de pensée d'un Tomas Ibanez qui qualifie les libertaires qui pensent que la révolution est une valeur positive «d'anarcho-bolchéviques»? Lui-même se qualifiant «d'anarcho-critique» en arguant que non seulement la «révolution» ne constitue pas une idée positive, mais qu'elle ne fait pas partie non plus du noyau dur de la pensée libertaire...

Heureusement, d'autres contributions constituaient un contre-poids bienvenu. Mais est-ce suffisant? Faute de points de repères, beaucoup de jeunes sont repartis en rejetant en bloc les intellectuels, instituant à leur tour une rupture qui peut avoir des conséquences fâcheuses dans l'avenir.

Si le Colloque peut être une forme adéquate à des rencontres entre intellectuels libertaires ou non, c'est par contre une forme inadéquate à des rassemblements plus larges. En effet, un Colloque élargi est frustrant d'une part pour les participants réduits au rôle de spectateurs et disposant d'un moment de débat réduit à deux ou trois interventions au maximum et d'autre part frustrant aussi pour certains orateurs qui ne dis-

contrer ces stratégies. Solidarité internationale autogestionnaire (liens luttes travailleurs, luttes urbaines, luttes écologiques, etc...).

— Préparation par les militants et groupes de base (anarchistes, syndicalistes libertaires, autogestionnaires révolutionnaires, etc.), avec textes-prises de position envoyés au préalable à chaque groupe annoncé comme participant.

Les problèmes posés par un tel rassemblement sont complexes, mais l'expérience acquise à Venise, Barcelone, Congrès IFA à Carrare, permettrait de les résoudre. En attendant que la CNT espagnole surmonte la période de crise actuelle, ce serait aux militants libertaires d'Europe du nord, de la SAC suédoise notamment, de prendre une part plus active dans de tels rassemblements. La Suède étant avec le Japon en tête du développement de l'informatique et de la robotique, c'est donc à la SAC (Organisation syndicaliste libertaire qui regroupe 16000 travailleurs) de trouver des nouvelles réponses au-delà des pièges de la cogestion social-démocrate et de répercuter le débat au niveau international.

Dans le sens de la solidarité internationale, il serait nécessaire de mettre sur pied une Agence de presse libertaire qui aurait une double fonction. D'abord interne par la circulation d'informations entre les groupes et médias libertaires (journaux, radios, etc.) et deuxièmement externe, c'est-à-dire l'intervention par rapport aux mass-médias. En effet, il est important que nous puissions faire entendre notre point de vue et ceci plus particulièrement lorsque des camarades sont en butte aux attaques du pouvoir.

Un premier essai a été réalisé à Zürich en 1978-79 pour faire face à la censure et aux manipulations du pouvoir qui amalgamait terrorisme et anarchisme, par la diffusion d'un bulletin et de communiqués en allemand et en français.

Ivar Petterson Genève, le 17 octobre 1984

Organisation Socialiste Libertaire. Case 114. 1211 Genève B.

(*) pouvoir d'ailleurs strictement limité au local, le pouvoir central gardant le contrôle, via notamment la maîtrise des réseaux télématiques et par satellites qui se mettent en place, et qui complètent les moyens de répression traditionnels sous le signe « diviser pour régner ».

Point de vue à propos du colloque de Venise et du texte précédent.

Je n'étais pas à Venise. Pourtant, dans la préparation, dans l'idée même de ce colloque (de ces colloques qui se suivent, devrait-on dire) il y a quelque chose de paradoxale que je voudrais signaler.

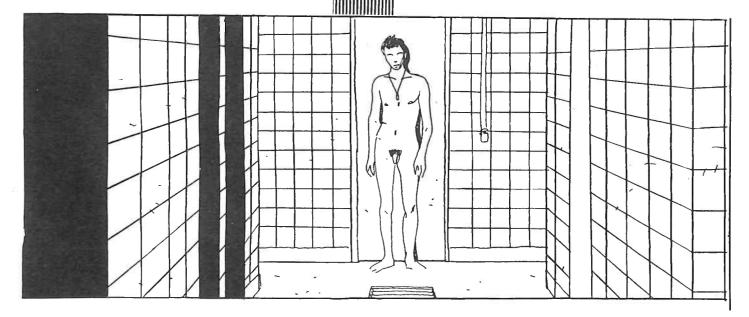
L'un des fondements, s'il en est de la « pensée à anarchiste est si je ne me trompe la critique de la division du travail, en particulier entre manuels et intellectuels. Or, il me semble que dans le mouvement révolutionnaire, c'est chez les anarchistes que cette division est la plus marquée. Dans de nombreux groupes, marxistes par exemple, l'intellectuel bien que jouissant d'un statut, d'un pouvoir particulier est au moins membre d'une cellule, d'un groupe de base. Il côtoie d'autres militants, il agit avec eux de temps en temps. Dérisoire peut-être, mais en lisant la liste des intervenants du colloque de Venise, combien, parmi ceux qui s'auto-proclament anars, ont une pratique politique, à la base, quotidienne ou hebdomadaire, au sein d'un groupe quel qu'il soit. très peu! C'est quand même un comble de voir se profiler une intelligentsia libertaire qui cause «idées» de colloques en colloques et bien entendu sur des thèmes (comment pourrait-il en être autrement) qui souvent (pas toujours) ne concernent pas ceux qui s'inscrivent dans des structures de lutte!

Ceci dit, pas de popujadisme de bas-étage camarade! Bien sûr un intellectuel, séparé de tout mouvement peut dire des choses intéressantes et utiles, bien sûr! L'ennui, c'est que comme le souligne le texte précédent, ce qui émerge en ce moment c'est le côté « libéral » de la pensée libertaire. Sous prétexte que le mythe du « grand soir » ne fonctionne plus (tant mieux!), que l'idée de révolution n'est plus une motivation pour se remuer le cul (c'est un fait), on jette le bébé avec l'eau du bain, à savoir les analyses en terme de classe, la recherche de points de rupture, et même tout ce qui apparaît comme collectif, au détriment de ce qui est «libéral», individuel, démocratique...

Cela n'est pas entièrement nouveau et il y a à parier que d'ici peu, si ce n'est déjà fait, certains de ces libéraux-libertaires, au lieu de s'en tenir au rejet des deux blocs finiront par trouver qu'au moins à Venise on peut colloquer, ce qui n'est pas le cas à Kiev, qui est pourtant aussi une belle ville, si, si... Ils ne feraient en cela que suivre de quelques années l'intelligentsia française. Toujours en retard d'une guerre!

Dans IRL, un des participants au colloque de Venise se demande si le succès de ce colloque tient à un nouvel essor du mouvement face à la crise, ou au contraire à l'absence de toute autre possibilité d'échange et de discussion en période particulièrement basse du mouvement. Ces deux termes s'excluant, comme il le dit, il est certain qu'entre ces deux propositions c'est la deuxième qui est la plus proche de la réalité. A moins qu'il ne s'agisse d'autre chose! Ce succès ne fut que très relatif (en France, combien de militants «actifs» se rendirent à Venise? Très très très peu! (nous appelons actifs ceux qui ne se contentent pas de faire vivre une structure ou un bulletin anar, mais aussi prennent des initiatives sur des terrains avec d'autres gens). Des lieux d'échange et de discussion, il y en a quand même, mais ailleurs, et beaucoup de Vénitiens ne veulent ou ne peuvent les connaître. Il y en a, mais ils ne signifient tout de même pas un nouvel essor du mouvement, du moins pour l'ins-

Pour terminer, une critique au texte précédent: je ne pense pas que la SAC suédoise soit en mesure de jouer le rôle que l'auteur lui assigne, cette organisation n'étant pas dans le mouvement anarcho-syndicaliste l'élément le plus rupturiste qui soit! Mais c'est une autre question, comme celle d'ailleurs de l'anarcho-syndicalisme.



La France en Afrique



Le 17 septembre 1984, le bon peuple apprenait la fin de la « drôle de guerre » de notre vaillante armée dans les sables tchadiens. On a eu droit alors à un beau moment de « consensus national » où — à quelques réserves politiciennes près - il ne s'est trouvé personne pour mettre en doute ce « succès marquant de la politique française en Afrique » (Jospin). Or, s'il ne s'agit évidemment pas de regretter une présence militaire massive de la France au Tchad (3300 hommes); son départ (provisoire?) ne règle rien et au bout du compte le bilan politique de l'opération Manta est désastreux, s'inscrivant ainsi dans la déjà longue tradition interventionniste de la France au Tchad.

gements lybiens.

Tout d'abord la manière dont été conclu l'accord de retrait franco-lybien est plus que révélatrice : à aucun moment le gouvernement de N'Djamena n'a été mis au courant des pourparlers entre Paris et Tripoli; c'est seulement une demi-heure avant que l'accord ne soit rendu public qu'Hernu l'a annoncé au « gouvernement légal » du Tchad. Après une telle attitude du gouvernement français envers son protégé tchadien, la couverture juridique de l'opération Manta les accords de coopération de 1976 entre deux Etats souverains - n'est plus du tout crédible. Se sentant largué par l'impérialisme français, le gouvernement de Hissène Habré a fait mine de le découvrir (déclarations du ministre des affaires étrangères) et furieux de se voir traîter aussi ostensiblement comme une marionnette, a récusé les observateurs béninois choisis par la France et la Lybie pour contrôler le processus de

Après le comment, le pourquoi est plus difficile à cerner. L'hypothèse de l'intervention du roi du Maroc auprès de la Lybie n'est pas à exclure : la France cherchait une occasion de sortir honorablement du « bourbier tchadien ». L'occasion était à saisir

après l'annonce de la « fusion » Maroc-Lybie (traité d'Oujda du 13 août). En échange de quelques services (économiques, diplomatiques...) Mitterrand aurait obtenu de Hassan II, lors de son voyage « secret » au Maroc, qu'il fasse pression sur son nouvel allié en vue d'un retrait du Nord-Tchad. D'autres raisons ont pu également inciter la Lybie à se retirer du B.E.T.: la situation intérieure de la Lybie, le régime de Khadafi doit affronter lui aussi la contestation intégriste (3) et surtout le fait qu'au Tchad le crédit dont jouissait la Lybie auprès de certaines factions grâce au panislamisme et au panarabisme, a fortement diminué du fait de ses revirements successifs et de ses visées hégémoniques sur le Tchad.

A cause de cela principalement, le GUNT dirigé par Goukouni Oueddeï se trouve miné par de graves dissensions, illustrées par exemple par le limogeage du ministre de la défense Acheikh Ibn Omar. Le CDR, dont la base ethnique est constituée par les tribus arabes du centre du pays, traditionnellement allié inconditionnel de la Lybie, connaît aussi des divisions et des défections importantes. Des réalignements s'opèrent et un troisième pôle s'est créé à Ouagadougou regroupant des hommes qui refusent à la fois Hissène Habré et Goukouni Oueddeï (4).

S'agit-il alors comme on l'a proclamé, d'un succès diplomatique pour la France? Revenons en arrière pour voir quels étaient les objectifs assignés à l'intervention fran-

- mettre fin aux combats sur le terrain
- permettre l'engagement de pourparlers entre les diverses factions pour parvenir à une « réconciliation nationale ».

Sur ce dernier point, la réponse est donnée par l'échec de la conférence de Brazzaville, où comme cela c'était déjà produit, on s'est heurté à la question de la représentativité et de la légitimité des parties en présence (5).

Enfin pour ce qui est de la paix au Tchad, ce qui a eu lieu dans le Sud rappelle étrangement l'opération « paix en Galilée » menée par les Israëliens appuyés par les milices chrétiennes (6). Afin de contrôler cette zone désormais hostile au gouvernement central, des opérations de « nettoyage » ont été menées avec l'appui des ex-Barracudas français stationnés en Centrafrique. Plus récemment Amnesty International a révélé que l'armée gouvernementale, les FANT, selivrait à des massacres de civils dans le

Où sont maintenant les défenseurs des droits de l'homme et de la démocratie pour qui « aimer l'Afrique, les Africains et la Paix, c'est aussi se battre à leurs côtés contre les dictatures» (7)? Quelles qu'en soient les raisons, le silence de ces messieurs, met en relief l'ampleur de l'intox qui a entouré le lancement de l'opération.

Intox, massacre de civils, diplomatie secrète, guerre de tendances prolongée, voilà le vrai bilan de la dernière intervention militaire de la France au Tchad!

Sigles:

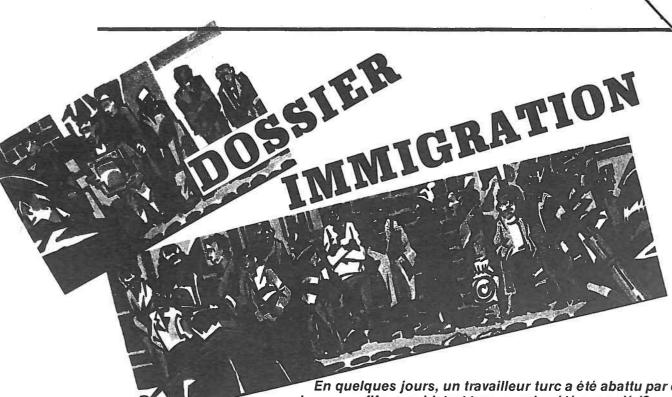
GUNT: Gouvernement d'unité nationale transitoire, issu des accords de Lagos en 1980 et renversé par Hissène Habré aidé par les Américains en 1982.

CDR: Conseil démocratique révolutionnaire, participe au GUNT.

FAT: Forces armées tchadiennes opèrent au Sud; jadis pro-occidentaux les partisans de Kamougué sont partie prenante du GUNT. FANT: Forces armées du Nord du Tchad, rebaptisées Forces armées nationales tchadiennes.

B.E.T.: Borkou-Ennedi-Ibesti (région désertique du Nord).

- (1) Le Bénin soutient la Lybie dans le conflit tchadien et surtout les Béninois ont été recrutés dans la légion islamique qui combat aux côtés de l'armée lybienne.
- (2) cf. Afrique-Asie nº 330
- (3) Le 8 mai 1984, des affrontements armés se sont produits entre partisans de Khadafi et frères musulmans.
- (4) Au passage, remarquons que lorsque Sankara avait pris le pouvoir en Haute-Volta, devenue Burkina Faso, la presse avait présenté le nouveau régime comme inconditionnel de la
- (5) Hissène Habré a refusé de siéger au même titre que les autres factions.
- (6) Après avoir été le point d'appui du gouvernement tchadien et de la France, celui-ci a été abandonné au profit d'autres forces issues de la guerre des tendances. Un mouvement armé, les F.A.T., dirigé par le colonel Kamougué, d'ailleurs contesté au sud, s'oppose aux forces gouverne-
- (7) Montand, Glucksmann, Kouchner justifiant ainsi l'intervention française.



En quelques jours, un travailleur turc a été abattu par des patrons et leur sous-fifre ; un bistrot turc, aussi, a été canardé (2 morts, 5 blessés) par un pauvre crétin qui "n'aime pas les étrangers" autres qu'« européens». Sans tomber dans le sentimentalisme, même révolutionnaire, écrire dans ces conditions est parfois difficile. Parce que les mots

DOSSIES

alignés, bien tranquilles, semblent minables, insuffisants.

Pourtant, nos armes actuelles sont, entre autres, les mots afin de mieux comprendre pour mieux agir. Ce qui explique cette suite d'articles tournant autour du problème de l'immigration. Quand ce numéro sortira, Convergence 84 sera arrivée à paris. Nous essayerons d'en tirer un bilan plus approfondi par la suite. D'ores et déjà nous savons que face à la xénophobie ambiante, dans une situation où le racisme envahit de plus en plus les usines, les quartiers, les bistrots, à un moment où les partis de gauche ne sont même plus capables d'assumer les illusions "humanitaires" dont ils sont porteurs, toute initiative un tant soit peu dynamique pour une perspective anti-raciste est bonne à prendre. Quitte à en accentuer les contradictions, à y affirmer qu'une démarche autonome ne se construit pas avec des ennemis de classe, à faire notre possible pour qu'au moins localement une autonomie réelle puisse se dégager, pas seulement pour revendiquer la couleur de notre peau mais pour abolir (enfin essayer, soyons raisonnables...) ce système qui nous criminalise et nous rejette dès que notre force de travail ne présente plus d'intérêt pour lui, ou que nos désirs l'indisposent.



La marche pour l'égalité en 83, l'initiative "Convergence 84", la réalité quotidienne des jeunes de différentes cultures dans les ZUP, les problèmes sociaux, le racisme quotidien bien entretenu par le racisme 🖳 institutionnel vont-ils contribuer à l'émergence d'un mouvement multiracial en France?

Cet interview réalisé dans la plus importante ZUP de Reims met en lumière le fait que des initiatives collectives peuvent être prises, et le sont aujourd'hui, par des jeunes de différentes cultures, "non militants" tentant ainsi de battre en brèche l'individualisme, la décomposition sociale.

Cette initiative rémoise, relatée ici, a été prise par des filles qui tentent ainsi à bouleverser certaines traditions culturelles...



Comment voyez-vous le quartier Croix-Rouge dans lequel vous vivez?

Croix-Rouge est une ZUP composée de trois sous quartiers, de population assez jeune. On y trouve beaucoup d'étudiants, de jeunes immigrés, des classes sociales assez différentes.

Le quartier « Pays de France » est le plus défavorisé, c'est ici que résident les immigrés et les gens avant des problèmes sociaux.

On v rencontre beaucoup plus de problèmes comme la délinquance, le petit vandalisme, les fugues que dans les autres sous-quartiers.

Quels sont les problèmes spécifiques de ce

Les organismes sociaux n'ont souvent pas assez de moyens pour aider les jeunes à s'intégrer pleinement dans leurs quartier. Beaucoup de jeunes s'ennuient à cause du chômage et certains aimeraient y faire des activités, plutôt en soirée.

Il y a aussi un problème de société. Les logements, le cadre de vie ne sont pas adaptés à la population qui est très cosmopolite.

Comment vous situez-vous dans le quartier en tant que filles. Quels sont les problèmes que vous rencontrez?

Il y a dans le quartier une forte majorité de maghrébines; ces filles ne sortent pas.

Nous, nous sommes antillaises, italiennes, et nous ne sommes pas vu de la même façon.

Le fait que nous sortions le soir est pour certains (es) une sorte de libération, pour d'autres, cela est très mal considéré.

Certains garçons ne veulent avoir aucun contact avec nous, car pour eux, les filles doivent rester à la maison faire la popotte, s'occuper des frères et sœurs. Pour d'autres, le fait de sortir est mieux accepté quoiqu'il puisse y avoir des réflexions « par derrière »

Sur le quartier, on parle actuellement de la création d'une association par les jeunes du quartier. De quoi est née l'idée d'association?

L'idée est venu à cause de la fermeture du «Chateau d'eau » (lieu d'activités investi par les jeunes du quartier à une certaine époque, et qui va d'ailleurs être fermé par la municipalité), et également à la suite de la marche pour l'égalité qui a incité les jeunes à bouger.

Mais l'idée est surtout venue à la suite d'une visite de jeunes du quartier auprès de jeunes maghrébins de St Dizier qui venaient de se mettre en association afin d'améliorer le cadre de la vie quotidienne de leur quartier.

Mais à Reims, le fait que ce soient les filles qui aient pris l'initiative n'a pas été tellement bien « digéré ». Nous avons ainsi créé une association où il y a plus de filles que de garçons. Nous nous sentons plus impliquées, plus motivées que certains.

Quel est le projet de votre association?

Nous voulons qu'une action soit entreprise par les jeunes eux-mêmes. Qu'il y ait une prise de conscience du fait que pour changer un quartier, il y va aussi de leur participation.

Notre projet c'est d'avoir un local étant donné que les structures socio-culturelles ferment assez tôt en soirée et que les jeunes aimeraient se rencontrer le soir afin de créer des activités diverses comme les percussions, le théâtre, ou bien échanger les différentes coutumes culinaires, musicales, linguistiques.

Quel est le rôle des garçons dans l'association?

Avant, la plupart refusaient de participer à la création de l'association, surtout avec des filles! Maintenant que nous participons à l'action de Convergences 84 beaucoup se sentent intérressés. C'est ainsi que deux jeunes maghrébins ont pris des responsabilités dans l'association. Certains sont encore un peu indécis, mais nous espérons qu'ils participeront.

Pensez-vous aller au rassemblement national le 1er décembre et quelle suite allez-vous y

Pour nous ce rassemblement est important car lié à l'association et à notre revendication d'avoir un local. Nous espérons que tous ceux et celles qui participent à cette rencontre obtiendront quelque chose!

On veut prouver que l'on est capable de faire quelque chose de concret et que l'on ne va pas à Paris que pour s'amuser.

Pensez-vous que la plupart des jeunes de la cité soient au courant des mesures gouvernementales concernant l'immigration? (regroupement familial et problème d'intégration)

Non, car il n'y a pas assez d'information circulant sur le quartier.

Cela se passe de bouche à oreille mais ne va pas plus loin.

Il n'y a aucune discussion entre les jeunes ni avec les animateurs.

Les jeunes immigrés n'en sont pas conscients eux-mêmes, et de ce que cela peut engendrer comme problèmes (Le fait de les faire repartir dans leur pays... du moins si cela en est un pour eux).



AVEC BOB ET QUE CE QUI EST IMPOR-TANT C'EST QU'IL EST EVIDENT QU'IL YAUNE NOUVELLE GENERATION DONTON FAIT PARTIE

« On » parle du retour des immigrés. Les jeunes vivant dans la ZUP y pensent-ils?

Certains oui, car ils ont tellement de problèmes en France, pour faire leurs papiers, pour trouver un logement, un travail.

Il y a également beaucoup de problèmes d'adaptation. En France ils ne se sentent pas chez eux, mais dans leur pays d'origine non plus.

Il y en a beaucoup qui sont nés en France et sont donc habitués à un certain mode de vie ; ils ont deux cultures.

On parle beaucoup de droit à la différence. Pensez-vous être différents?

On a différentes cultures d'origine mais on est soit nées (és) ici ou arrivées (és) très jeunes, donc on vit de la même manière. On ne ressent pas de différences, ce sont les «autres» qui sont différents (sous-entendu les racistes).

Il y a des différences culturelles, notre civilisation va vers le métissage et les gens doivent accepter ces différences. On est tous des êtres humains.

Comment le phénomène Le Pen a-t-il été ressenti dans le quartier lors de sa venue à Reims?

Il aurait fallu être au courant!

Les jeunes ne se sont pas rendu-compte que c'était important!

Dans la ZUP cela n'a pas bougé.

Je ne suis pas d'accord



Les jeunes des cités sont pourtant montés en

Il y en avait beaucoup, ... enfin ceux qui le savaient.

Oui, mais si dans la cité on avait été tous au courant, je crois que tout le monde y serait allé.

Tout le monde ne sait pas qui est Le Pen. Maintenant on en parle beaucoup plus.

Les jeunes qui se sont rendus à la manif y venaient seulement pour bastonner.

Oui! Pour lui foutre des pavés dans la figure. Et d'autres pour manifester leur désaccord.

On parle beaucoup d'intégration à l'heure actuelle. Surtout pour les jeunes immigrés. Qu'en pensez-vous?

Intégrer les jeunes à la culture française alors qu'ils n'ont pas la même culture, certains ont du mal à se situer.

Ils doivent accepter leurs deux cultures, en renier une pour l'autre n'est pas une bonne solution.

Cela est très difficile à vivre, car un jeune immigré ne sera jamais accepté en tant que français et sera un étranger dans son pays d'origine.

Tout le monde n'est pas obligé d'accepter l'intégration.

On n'est pas obligé de faire accepter une culture différente alors que l'on a notre culture propre.



Pas besoin de Le Pen, on a Dufoix. e 10 octobre dernier la conceil dec ministres de notre douce démocratie prenait des mesures visant a rentorprenait des mesures visant à renforcer notre securite et aonc, vue la periode, a macrirac contre les immigrés rentorcer la repression contre les immigres ciandestins. Ces mesures sont parues dans maie il n'aet naut. Clangesuns. Ces mesures soni parues gans favoris, mais il n'est peutelre pas mauvais de les rappeler briéve. ment, ne serait-ce que parce que ça peut ment, ne seralt-ce que parce que ça peut nariar da la narioha el tant act nuos parler de la gauche, si tant est que ces gens-là aient encore des états d'âme.

LES EXPULSIONS

Outre leur exécution immédiate (même s'il y a appel de la part de l'expulsé), elles seront accompagnées d'une interdiction de retour sur le territoire français pour un an. Là aussi il y aura renforcement des moyens mis à la disposition de la police pour assurer cette tâche délicate.



LE TRAVAIL CLANDESTIN

Les travaux saisonniers seront confiés en priorité à des chômeurs de chez nous plutôt qu'à des travailleurs étrangers. (là on va rigoler vu qu'un chômeur blanc n'aura jamais la même rentabilité q'un pauvre bougre qui ferme sa gueule et qui a toute sa famille à faire vivre. Le capital n'est pas toujours très intelligent finalement...).

Le tout accompagné d'un peu de poudre aux yeux pour les travailleurs stables et les associations.

L'ENTRÉE AUX FRONTIÈRES

Les effectifs de la police de l'air vont être renforcés afin de mieux surveiller l'entrée des touristes. Le « dyptique », sorte de carte à deux volets (une pour l'entrée, l'autre pour la sortie) en usage pour les pays du maghreb pourrait être étendu à toute l'Afrique noire, et informatisé. Après le fichage des terroristes internationaux on passe au fichage de l'internationale tout court, surtout si elle est bronzée.



LE REGROUPEMENT FAMILIAL

Le regroupement sur place est supprimé. Les travailleurs devront obtenir une autorisation de l'office de l'immigration, en justifiant de ressources stables et suffisantes (avec la « crise » ça va être dur!). La régularisation ne pouvant se faire sur place et ces critères de ressources étant des plus flous, ce regroupement des familles devient donc quasiment impossible.



GÉNÉRATIONS SACRIFIÉES

C'est Georgina Dufoix qui a proposé tout cela, coincée dans son tailleur bon chic bon genre (mais simple néanmoins), bien à l'aise dans son image de femme à poigne nuancée par l'éducation protestante qu'elle a reçue et qui lui permet ses grand élans humanistes de bon goût. Qui lui permet aussi de stigmatiser l'extrême droite à Dreux ou d'être à l'arrivée de la marche des Beurs l'an dernier, tout en étant, comme ils disent réalistes. Tout comme est réaliste ce gouvernement qui doit résoudre bien des problèmes d'ici les prochaines élections de 86 et qui lâche du lest sur sa droite. Ce réalisme-là a la fâcheuse conséquence de légitimiser toujours un peu plus les racistes de tous poils et de favoriser l'amalgame facile entre immigrés et clandestins, avec tout le contenu subversif, donc dangereux, que le mot même évoque dans la tête des gens. Ce réalisme là, qui n'a rien d'étonnant venant de la part d'une bourgeoisie, même new-look qui défend ses intérêts participe de fait aux assassinats racistes qui ponctuent les faits divers. Il n'y a pas, malheureusement que cet effet immédiat. A plus long terme les « forces démocrates de gauche» doivent prouver qu'elles sont capables de gérer un état en période de restructuration, vis-à-vis du capital, en assurant la régularisation de la capacité de travail étrangère, et vis-à-vis des électeurs, en ne refusant pas que des boucs émissaires soient clairement désignés pour détourner ces esprits et ces actes du vrai problème: celui d'un système politique prêt à sacrifier plus ou moins physiquement et d'ores et déjà psychologiquement (ça donne quoi dans la tête d'un maghrébin la misère affective, sexuelle, culturelle, du déracinement?) deux générations « différentes », après en avoir pressé une comme un citron, et en étant incapable d'utiliser la suivante de façon rentable.



E.S. Dijon le 14.11.84

IMMIGRÉS - CRIMES RACISTES - JUSTICE

Quand les femmes s'en mêlent!

e quotidien du racisme pour plusieurs dizaines de familles immigrées c'est la perte d'un des siens, abattu d'un coup de pétard ou de 22, par un voisin «insécurisé» ou dans un contrôle d'identité. Dans la communauté immigrée, la peur et la rage devant cette hécatombe, et la manière dont les faits sont traités par la justice et la presse ont donné lieu à des mobilisations ponctuelles, à l'initiative desquelles se trouvaient les familles et amis des victimes.

Réponses dans la rue (manifs... encadrées par deux fois plus de flics que de manifestants) mais aussi prises de paroles pour crier l'injustice une justice deux poids deux mesures, qui relache les meurtriers mais qui condamne à des peines de prison ferme (six mois, 2, 3 ans...) les jeunes pour de simples vols...

Dans un premier temps, les mobilisations, uniquement locales et ponctuelles, étaient portées surtout par les jeunes (Vitry, Nanterre, Lyon, Marseille, Chatenay-Malabry etc.).

Mais depuis quelques temps, les choses ont changé: c'est l'irruption sur le devant de la scène et à la pointe de ces mouvements de révoltes, des mères de familles.

L'idée d'un rassemblement des mères à Paris, à l'instar des Folles de Mai de Buenos-Aires, est lancée en juillet 83, lors d'un forum-justice aux Minguettes, organisé par les amis et la mère de Wahid Hachichi, assassiné 9 mois plus tôt à Lyon.

Progressivement un réseau se met en place, des contacts se nouent, d'autres forums sont organisés et finalement une association nationale est créée. Le 21 mars 84,14 familles de jeunes victimes de crimes racistes se rassemblent devant le ministère de la justice et sont reçues, non sans mal, au cabinet de Badinter. Elles tombent sur des fonctionnaires, ignorant la question et de surcroît incrédules, qui promettent d'étudier les dossiers qui leur sont soumis. Dans les semaines suivantes, des dossiers sont envoyés, ainsi que des lettres de relance. Résultat : rien, aucune nouvelle...

Devant ce mutisme, l'association décide l'organisation d'un deuxième rassemblement le 27 octobre dernier.

Si du côté des pouvoirs publics rien de tangible ne semble se décider, en revanche, chacun de ces rassemblements est l'occasion pour les mères, de se rencontrer, de mieux se connaître, de se sentir plus fortes.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit.

Le crime raciste, saisi dans son aspect événementiel, ressort plutôt du «fait divers », individualisé, et renvoie à l'idée d'un fait, certes dramatique; mais à chaque fois particulier. On oublie... Par contre, la vision de ces pancartes qui se succèdent, de ces portaits de jeunes, alignés, fait penser à un véritable massacre. Et l'impact de l'image agit différemment.

L'association des familles, si elle semble prendre de l'ampleur par les nouvelles adhésions qu'elle reçoit n'a pas (encore?) les moyens de structurer un mouvement national permanent. N'étant pas composée de professionnelles de la politique, les tendances au repli sur soi ou son quartier, demeurent très fortes.

Reste qu'en demandant de la réclusion criminelle pour les assassins de leurs enfants, les mères des victimes vont prêter le flanc au même type de critiques que le mouvement des femmes rencontrait lors de ses batailles pour des procès en assises pour les violeurs et la reconnaissance du viol comme un crime. Sur ce sujet, il est d'ores et déjà nécessaire de rappeler qu'aucune solution alternative satisfaisante n'avait été trouvé à l'époque. De plus, le passage par les tribunaux, pour aussi désagréable qu'il soit, semble difficilement contournable des lors que des gens ont la rage aux tripes et qu'un mouvement social de ce type ne peut pas ne pas faire du judiciaire un enjeu politique et des échéances de mobilisation (1). Enfin, ce type de lutte n'empêche pas des réactions plus «directes» (2).

Mais ce qui fait l'intérêt de ce regroupement de familles et qui ne doit pas être masqué par les contradictions que l'on peut y déceler, c'est qu'avant tout, une dynamique autonome s'est mise en branle, par des gens directement concernés par ce qu'ils défendent, bref, une communauté d'intérêt et de lutte s'exprime, permettant une socialisation des expériences et se posant d'emblée comme médiation avec l'Etat, sans passer par les spécialistes de l'anti-racisme, toujours avides de légitimité. Et, ce qui n'est pas le moindre de ses mérites, c'est que l'association des Mères de famille des victimes des crimes racistes et sécuritaires représente à peu près l'unique réponse actuelle à caractère global, à lutter contre l'ordre sécuritaire et la barbarie des beaufs et des flics et contre la peur et le désarroi qui semblent anesthésier de nos jours bien des velléités de combat.

Le fait que les figures qui animent ce mouvement soient surtout des femmes n'est pas sans incidence sur les rapports et les formes de sociabilité existants dans cette communauté. Les mères de familles, en se mobilisant, renforcent la communauté: par leur position dans le groupe social, elles sont facteur de stabilisation et d'unité et rendent ainsi plus difficiles les tentatives de l'Etat de faire éclater cette communauté (3) afin de mieux y opérer la différenciation et la division (bons / mauvais, garantis / clandestins etc.)



- (1) Le fait de pouvoir se constituer partie civile dans un procès (c'est-à-dire d'avoir accès au dossier permet entre autre de déjouer les manipulations sur les faits, dans lesquelles les flics sont devenus des spécialistes.
- (2) Récemment, suite à la bavure de la rue Ordener, un commissaire de police du 18cme arrondissement s'est fait casser la tête par des jeunes immigrés.
- (3) Ainsi, lors de relogements (quand il y en a!), après une expulsion, les familles sont dispersées dans différentes cités : tout un tissu social est ainsi détruit, des rapports de coopération brisés.



A l'heure où s'écrit cet article, Convergence 84 n'en est encore qu'à ses débuts, mais on peut déjà faire quelques remarques sur la nature de cette initiative et sur la situation actuelle du mouvement Beur.

Tout d'abord, rappelons que Convergence 84 n'est l'initiative que d'un groupe de jeunes issus de l'immigration (une partie du collectif parisien formé après la marche). Décidé en dehors des assises de Lyon, de la réunion de St-Etienne, elle n'a pas pu acquérir une légitimité vis-à-vis de l'ensemble du mouvement. Certains y voient d'ailleurs la volonté d'un groupe de créer un rapport de force de fait en sa faveur.

De plus, Convergence 84, dans sa formule, est porteuse d'ambiguïté. D'une part, elle «colle » à la marche de l'année dernière par la démarche, le besoin de relais institutionnels, qui laissent un goût de déjà vu chez beaucoup; mais, en contre partie, elle laisse aux différents groupes locaux le choix des thèmes, des modalités d'actions, ce qui désoriente pas mal de «professionnels » anti-racistes. C'est donc au niveau local que peut se jouer le véritable enjeu politique de l'initiative.

Or, le flou de Convergence n'est après tout que le reflet de l'état du mouvement. Celui-ci connaît toujours les mêmes difficultés pour acquérir une véritable autonomie, pour s'approprier politiquement des espaces sociaux et culturels qui permettent de faire contre-poids aux attaques et aux récupérations diverses.

De ce fait, le mouvement a souvent laissé la place à des gens ou structures qui, volontairement ou non, le dénaturait. Ainsi, le prêtre Delorme qui a pu occuper la scène et acquérir cette légitimité qui lui permet de se poser comme l'historien du mouvement et confère à ses analyses parfois délirantes et dangereuses (1) une respectabilité de fait.

décembre 84

Les médias ont, bien sûr, profité de l'effet Delorme, en lançant sous les feux de l'actualité des jeunes, présentés comme les meneurs du mouvement et victimes maintenant de la répression policière. Ex. Toumi, devenu malgré lui « le caïd des Minguettes » et condamné à 15 mois de prison ferme par le tribunal de grande instance de St-Etienne pour vol avec violence, acte qui remonte à plus de deux ans et qui est nié par l'accusé. La justice se basant sur des témoignages pour le moins incertains (un témoin a reconnu Toumi, alors qu'il avait déposé avoir vu l'agresseur s'enfuir...).

Dans le style récupération médiatique, la palme revient à ce cher July qui, décidément, nous fait toujours autant rire. N'avaît-il pas vu dans les beurs, après la première marche, des ambassadeurs extraordinaires pour la France, louant leurs qualités (dynamisme, initiative, tchach, etc.). Merci Libé.

A travers toutes ces opérations, il s'agit de présenter les jeunes issus de l'immigration comme cherchant à s'intégrer dans un système qui les fascine, toute notion de conflit ou de rupture étant ainsi évacuée. Delorme, Libé et autres ont contribué à séparer le bon petit beur branché et non-violent du sale bougnoule de chez Talbot (2).

Pour réagir à ces attaques, le mouvement n'est pas mûr. L'alternative proposée est proche de la caricature: ouverture sur les Français du style Convergence, en évitant de chercher quels Français? A partir de quelles luttes? Ou repli communautaire du genre vote arabe, etc.

Discuter de cette fausse alternative, proposer d'autres choix serait trop long et n'est pas l'objet de l'article. Cependant, force est de constater que l'immigration remet en cause de façon de plus en plus insistante l'Etat et ses institutions. Le mouvement se doit, pour préserver son caractère offensif, de rejoindre d'autres forces qui contestent aussi la légitimité de l'Etat. C'est seulement en ce sens qu'on peut parler d'ouverture.

P. J. - Dijon, le 13-11-84

(1) Voir le numéro de Silence sur le mouvement Beur où Delorme dissèque le mouvement en 13 tendances et présente certaines initiatives comme relevant du terrorisme (Rock against police par exemple) dont le journal «aurait dû faire l'objet d'interdictions »...)

(2) Les jeunes du collectif de Paris ont réagi à ces manœuvres en manifestant aux côtés des grévistes de Talbot.





In'est pas inutile de rappeler ces divers points. D'abord parce que leurs conséquences ont été très fortes dans toute l'histoire politico-sociale de l'hexagone de ces deux dernières décennies: les modernisations du capitalisme français, les institutions présidentielles, des aspects particuliers de la haine raciale actuelle, en découlent directement.

Ensuite parce que le colonialisme français n'est pas mort. Sous sa forma néocoloniale bien sûr, et CA en a déjà largement parlé. Mais aussi, et c'est d'actualité, en Nouvelle-Calédonie où les derniers événements laissent présager des épisodes sanglants dans un pays où la métropole a pratiqué une colonisation de peuplement jusqu'à rendre les Canaques minoritaires sur leurs terres. En Guadeloupe, à la Martinique, en Guyane, à la Réunion, et plus près de nous en Corse ou au Pays-Basque, des formes diverses de colonisation, directes ou sournoises. Les gérants de l'Etat français qui se succéderont n'ont certainement pas fini de faire se suivre répressions et défaites malgré à chaque fois leurs belles envolées sur l'unité de la France.

Enfin, parce qu'à l'occasion du trentième anniversaire de l'insurrection de novembre 1954, la presse en général s'est bien gardé, dans ses articles de souligner certains aspects de cette guerre.

Ceci n'est pas un dossier plus ou moins complet sur la guerre d'Algérie. Seulement quelques aspects de cette période par ce qu'ils sont souvent les moins connus ou les plus oubliés

> RÉALITÉ DU COLONIALISME FRANÇAIS EN ALGÉRIE SITUATION DE L'ALGÉRIE A LA VEILLE DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

Si la conquête de l'Algérie date de 1830, l'aspect intensif et massif de la colonisation ne se développera qu'à partir de la fin du 19eme siècle.

Deux séries de chiffres seulement, résument parfaitement les «bienfaits de cette colonisation» sur les populations autochtones.

En 1883 chaque habitant dispose de 5 quintaux de céréales (y compris fourragères); en 1952, à la veille de l'insurrection, il n'en dispose plus que de 2! Effrayante paupérisation donc, tout au long de la première moitié du XXeme siècle et qui ruine à l'avance tous les discours sur l'apport bienfaiteur de la métropole aux indigènes. Ces deux chiffres sont la conséquence directe d'une autre donnée: en 1952 sur les 4,5 millions d'hectares cultivés, 2 le sont par les européens dont 1,6 par 7000 colons seulement!

Les terres cultivées par les européens sont bien-entendu les plus riches, si bien que 70 % de celles qui restent aux Algériens sont à proprement parler «invivables».

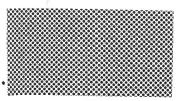
Pour la saisie de ces terres riches, 700.000 familles, soit 4 millions de personnes seront tout simplement expropriées, et la plupart d'entre elles ne trouveront nulle part de véritable travail, ce qui contribuera progressivement à la constitution d'un véritable - prolétariat en haillons » et à la paupérisation générale des populations musulmanes.

Les conséquences de cette exploitation de l'Algérie sont de plus en plus importantes sur l'économie française, puisqu'en 1938, 16% du trafic total de la France se faisait avec l'Afrique du nord (Algérie, Maroc, Tunisie); quant à l'état de dépendance de l'économie algérienne, il se résume par ces chiffres: en 1941, 60% des importations viennent de France, et 63% des exportations y vont.

Ce modèle d'exploitation coloniale, intensif, se trouve être d'un type particulièrement archaïque (à l'image de la bourgeoisie française incapable de par ses structures et sa mentalité, de prendre le grand tournant modernistes que ses homologues prennent souvent dans le monde capitaliste de l'entre-deux guerres).

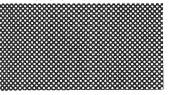
Une exploitation coloniale « moderne », ou si l'on veut néo-coloniale, eût dû constituer un accroissement des débouchés de produits de consommation, en développant un prolétariat industriel ou semi-industriel, et par conséquent une moyenne bourgeoisie liée au développement de ce prolétariat. Or l'expropriation massive et la paupérisation qui en résulte par manque de créations industrielles compensant « la perte des emplois agricoles », ne laisse aucune place au développement d'une bourgeoisir musulmane.

Il y a en fait en Algérie une faible pénétration capitaliste en ce sens que les produits fabriqués importés ne concernent qu'une partie réduite de la population, essentiellement les colons européens. Les activités principales menées par la métropole sont essentiellement commerciales et financières — c'est-à-dire celles qui rapportent le plus dans un temps très bref, mais sacrifient par là-même la pérénnité de la domination — menées par des cartels, objectivement alliés aux colons qui eux, exploitent directement le sol et la main-d'œuvre algérienne, essentiellement dans le secteur primaire.



En 1939, Maurice Thorez, de retour d'Algérie souligne «les liens qui unissent ce pays et la France»; sans aucune allusion à l'oppression et surtout au système d'expropriation des terres par les colons qui bat son plein en ce temps-là. Il avance l'idée d'indépendance de l'Algérie dans une alliance étroite avec la France.

Avec près de 30 années d'avance, il aura donc eu raison, en montrant que pour la capitalisme moderne, la seule solution viable et rentable vis-à-vis de ses anciennes colonies, était un néo-colonialisme avec la création d'un Etat formellement indépendant et une dépendance renforcée des relations économico-politiques.



Le 1er mai 1945 des manifestations se déroulent dans toute l'Algérie pour l'indépendance et pour la libération de Messali Hadj le leader du Parti Populaire Algérien (futur MTLP puis MNA). La police tire dans plusieurs villes, Alger, Oran, Bougie. Le mouvement prend une telle ampleur que le P.P.A. appelle de nouveau à manifester (sans ligne insurrectionnelle claire, donc sans réelle préparation, souligne Mohammed Harbi dans son livre Le FLN, mirage et réalité). a Sétif, la manifestation tourne à l'émeute. La répression exercée par les milices européennes et par l'armée française qui bombardera des quartiers de Sétif fera, selon le PPA 45.000 morts. Même si ce chiffre est certainement exagéré, on peut parler d'un véritable massacre.

Ainsi, toute la presse française qui a fait le mois dernier, grand cas de l'insurrection algérienne en la datant de 1954, s'est bien gardée de trop rappeler le sanglant épisode de Sétif, l'un des plus grands massacres coloniaux au cours d'une seule et même journée, et qui fut pourtant décisif pour la compréhension de la guerre d'Algérie.

Pourquoi cet oubli?

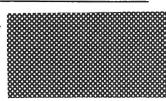
— Pour certains parce qu'il est plus «honorable» de montrer que c'est l'ennemi qui a commencé à déclencher les hostilités.

— Pour la plupart parce qu'à cette époque nous trouvions au gouvernement un Front National dirigé par De Gaulle et qui englobait les communistes. Le ministre de l'air était Charles Tillon, et c'est donc lui qui couvrait les bombardements. Les conséquences politiques de ce type de domination coloniale sont nombreuses:

A la différence du Maroc et de la Tunisie, il n'y a pas en Algérie de véritable bourgeoisie nationale autre que mercantile. Des partis du genre néo-Destourien en Tunisie, ou Istiqlal au Maroc, c'est-à-dire de libération nationale à direction «petite bourgeoise» ou si l'on veut s'appuyant sur la bourgeoisie nationale ne peuvent qu'être très faibles en Algérie. Le mouvement algérien devra donc pour se développer, et finalement pour gagner, englober tout le peuple et par conséquent inclure les contradictions sociales, eu sein d'un mouvement national.



LE PARTI COMMUNISTE ET LA GUERRE D'ALGÉRIE



Ce même Tillon qui, exclu ensuite du PCF (pas pour son opposition au massacre de Sétif, soyez-en certains) se forgera par la suite une image d'authentique communiste, de résistant, de révolutionnaire, auprès de certains groupes gauchistes, et d'« honnête communiste auprès des socialistes. On comprend mieux la mémoire courte de *Libé* ou du *Matin*.

Bref, dès cette époque le PC est en plein cœur de la répression coloniale; sur le front algérien, mais aussi en Indochine où la guerre débute lorsqu'il est encore au gouvernement. Son départ des instances étatiques ne sera nullement dicté par la poursuite de cette guerre, mais uniquement par la tension Est-Ouest qui se met en place et qui oblige Thorez à appuyer Staline.

Après les événements de 1954, le PCF vote les pleins pouvoirs au socialiste Guy Mollet. Il s'en justifie auprès de sa base en disant que c'est un moyen de ne pas laisser les socialistes dériver trop à droite!

Bombardement de Sétif, pleins pouvoirs à Guy Mollet, mais aussi prise de position réitérée dans la ligne de celle de Thorez de 1939: maintien des liens avec la France, tout en affirmant que ces liens ne sont possibles que si les Algériens en décident librement.

La politique du PCF peut se résumer ainsi: se tourner vers la bourgeoisie française en lui disant: « Nous voulons que l'Algérie reste française, c'est l'intérêt national, nos intérêts économiques sont en jeu ». Puis tourner la tête vers les Algériens et vers la fraction de la classe ouvrière française qui pourrait être hostile à la guerre en disant: « Nous sommes fidèles au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et nous demandons que les Algériens puissent librement décider de ces liens solides qui les attachent à la France, »

Le fait de voter les pouvoirs spéciaux ne va pourtant pas sans poser de problèmes au PC; en témoigne la déclaration de Thorez au comité central du 9 mai : « Naturellement quelque émotion s'est manifestée dans le parti à la suite de ce vote ». D'autant qu'auparavant, le PC s'opposait au départ des 140.000 hommes qu'Edgard Faure s'apprêtait à envoyer en Algérie! Il faudra des années de guerre et l'indépendance pour que la bourgeoisie française, une fois - rénovée » puisse pratiquer un colonialisme moderne en s'appuyant sur une bourgeoisie nationale issue directement de l'appareil politico-militaire du FLN. Mais le retard pris, et le contencieux qui demeure profondément ancré, ne permet pas à ce néo-colonialisme de porter tous les fruits que le capitalisme pouvait espérer.

L'autre conséquence, pour l'Etat français cette fois, de cette absence de réelle bourgeoisie nationale, c'est qu'il n'y a pas de force politique et sociale pour «calmer», «enrober» les révoltes endémiques qui secouent sporadiquement l'Algérie. Il n'y a pas «d'interlocuteur valables pour le colonisateur qui ne trouve entre lui et l'hostilité des masses qui grandit, que le vide. Des forces nationalistes existent bien, mais elles sont sans réelle puissance; la plus forte d'entre elles, le MTLD (1) (plus tard le MNA (2)) s'appuie essentiellement sur les travailleurs algériens en France.

L'Humanité aura alors une double et lourde tâche: Expliquer le soutien accordé à Guy Mollet, tout en faisant une place de plus en plus grande aux manifestations contre la mobilisation. En fait cette opposition se cantonnera à des pétitions et à des grèves symboliques sans aucune tentative de développer un mouvement de fond. Différentes manifestations d'appelés ont lieu, en particulier à Grenoble et à St Nazaire ou de violent affrontements ont lieu avec les CRS. Le PC les minimise et dénonce les provocations!. Il participe en première ligne à l'étouffement d'un mouvement qui est en train de naître et qui ne durera pas.

Ensuite, et dès la fin 56, début 57, la classe ouvrière française cesse de se battre, même minoritairement contre la guerre d'Algérie. Les militants du PC, qui malgré tout veulent organiser une lutte, se heurtent de front aux manœuvres de l'appareil stalinien à tous les échelons.

Il y a alors 500.000 hommes en Algérie à la recherche «d'une poignée de terroristes».

La droite revient au pouvoir, la gauche a bien joué son rôle, elle peut recéder le relais.

Le parti communiste poursuivra alors son rôle d'opposant formel en se construisant une martyrologie qui le met dans le camps de la résistance (tortures et morts en Algérie, répression du PCA, arrestations en France, morts de la manifestation au métro Charonne, oppossition à De Gaulle), tout en sabotant ce qui est tentative de lutte réelle contre la guerre.

Le parti communiste algérien (PCA) est en 1954, très faible. Bien qu'à l'origine en 1926 de la formation nationaliste d'où sera issue le PPA, puis le MTLD et le MNA (et par conséquent le FLN), il n'a aucune influence sur les masses. Une vingtaine de permanents appointés par le PCF et donc sans aucune autonomie. Sa seule chance de développement c'est donc le maintien des liens avec la métropole. Son objectif sera donc, en symbiose avec le PCF de jouer le rôle d'une «bourgeoisie éclairée» qui n'existe pas et qu'il n'a pas les moyens politiques et sociaux de jouer. Sa survie dépend donc de la «création d'une véritable Union française» (Humanité du 5 nov 1955), et il demande des élections et une négociation avec l'Etat français, à seule fin de pouvoir jouer un rôle pendant qu'il en est encore temps.

Ce n'est que lorsque ces illusions tomberont progressivement que le PCF se fera le chantre plus formel — mais non pas déterminé — de l'Indépendance, mais tout en essayant de couler ceux qui en France, tenteront d'aider les résistants algériens. Le ler novembre 1954, c'est le début « officiel » de l'insurrection algérienne, par de nombreux attentats et coups de main dans tout le pays.

C'est Mendès-France qui est président du Conseil (sorte de ler ministre actuel, mais avec plus de pouvoir, puisque nous ne sommes pas encore en régime présidentiel).

Il déclare immédiatement :

« La répression doit être limitée mais sans faiblesse... »

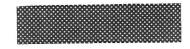
Son chef de cabinet, un jeunot de 30 ans, déjà dans le sillage de celui qui allait devenir Tonton, se nomme Claude Cheysson. C'est lui qui met quelques points sur les i.

« Qu'on attende de nous aucun ménagement à l'égard de la sédition, aucun compromis avec elle... on ne trangige pas... »

C'est enfin notre futur-ex président actuel, François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur qui donne le la de la politique que mènera la France:

« Le bruit s'est tout à coup répandu que l'Algérie était à feu et à sang. Cela ne sera pas parce que l'Algérie c'est la France et que des Flandres au Congo il y a la loi, une seule nation, un seul Parlement.... Tous nos efforts tendent à ceci: partout où la force française se montrera, le désordre sera immédiatement réprimé et la population défendue. Sachant que nous pouvons compter sur le civisme de la population, j'appliquerai une politique qui sera celle de la volonté et de la présence, et qui fera de l'Afrique le plus beau témoignage de la pérennité de la civilisation française. ».

LES SOCIALISTES NE SONT BONS QU'A EXÉCUTER LA BESOGNE QUE LA RÉACTION N'EST PAS CAPABLE DE FAIRE ELLE-MÊME.



Le Ministère de l'Intérieur publie le communiqué suivant :

« Un certain nombre d'attentats ont eu lieu cette nuit en plusieurs points d'Algérie. Ils sont le fait d'individus ou de petits groupes isolés. Des mesures immédiates ont été prises par le gouverneur général de l'Algérie et le Ministre de l'Intérieur a mis à sa disposition des forces supplémentaires. Le calme le plus complet règne sur l'ensemble des populations.»

A partir de ce moment-là, sont envoyés en Algérie 20 compagnies de CRS et des troupes diverses, dont le bilan au bout d'un mois sera le suivant : 1188 interpellés, 750 écroués, 42 « rebelles » tués, 28 blessés.

Le 5 novembre, lors du débat sur l'Algérie à l'Assemblée nationale, Mitterrand distingue entre les mouvements nationalistes des Protectorats (Maroc et Tunisie) et «les soulèvements de citoyens dans le territoire français... Avec eux, la seule négociation c'est la guerre ».

C'est peu de temps après qu'est dissout le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratique (MTLD, parti algérien largement représenté en France). Nombreuses arrestations sur tout le territoire français. Nul besoin croyons-nous d'autres commentaires que ces citations pour illustrer le rôle de la gauche face à cette guerre coloniale, qui, s'il en était besoin, permet de tirer un trait définitif sur les «idéaux humanitaires et anti-colonialistes » dont la gauche se drapera... 20 ans après. Cela n'est bien sûr pas un accident de l'histoire, une erreur d'interprétation, mais bien l'illustration de la vraie nature de la sociale démocratie et du rôle que l'histoire lui assigne.

Lorsque Mitterrand parle des problèmes corses ou basques, et déclare qu'aucune vélléité de séparatisme ne saurait être acceptée et que le tissu. français ne sera pas déchiré, on ne peut s'empêcher d'espérer en constatant quel remarquable visionnaire il fut, quel fin politique il était, lorsqu'à l'époque il parlait de la France... des Flandres au Congo!

Mais puisque nous en sommes aux véritables natures et aux rôles objectifs, un détour par le PC dans la guerre d'Algérie vaut le voyage. Détour qui sera l'occasion ici et là, d'aborder quelques autres épisodes souvent oubliés mais riches en leçons.



Un petit retour sur la chronologie. 1er novembre 54, l'insurrection éclate, Mendès-France est 1er ministre. Le 23 février 55, Edgard Faure succède à Mendès et décrète l'état d'urgence en Algérie; début août les premiers rappelés traversent la méditerranée. Janvier 56, les élections portent le «Front républicain» au pouvoir et Guy Mollet succède à E. Faure. Le 12 mars 56, les pouvoirs spéciaux sont votés y compris par le P.C.F. En 54, Mitterrand est le ministre de l'intérieur qui entame la grande «opération de police » (3) qui durera près de huit ans. Il est en 56 le ministre de la justice qui signe les lois scélérates qui permettront de condamner à mort des militants du FLN. On retrouve dans ces gouvernements et jusqu'à la chute de Guy Mollet le 21 mai 57, non seulement Mitterrand, mais aussi Defferre, Savary etc...

Un an et demi de gouvernement Mollet qui aura à son actif les premières exécutions capitales à Alger qui déboucheront sur la fameuse «bataille d'Alger»; le premier détournement d'avion de l'histoire pour arrêter les chefs FLN Aït-Ahmed, Ben Bella, Boudiaf, Khider et Lacheraf; la nomination de Salan en Algérie et les pleins pouvoirs de police à Alger, confiés à Massu par le délégué général Robert Lacoste (lui aussi SF10); l'exécution à la guillotine de l'ouvrier communiste Fernand Yveton à Alger pour «sabotage»; l'installation institutionnelle de la torture sous tous ses aspects avec le plein pouvoir aux sections spéciales.

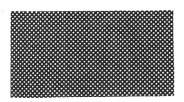
Autant dire de quoi faire réfléchir ceux qui voudront bien s'en donner la peine!

Au moment où le contingent fut rappelé, des mouvement eurent lieu; Grenoble, St-Nazaire, nous l'avons dit, mais aussi Paris (Gare de Lyon) et Rouen (« Une véritable guérilla urbaine a sévi pendant 3 jours dans les rues de Rouen» (Le Monde).

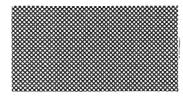
Le PC manifeste alors dans la rue mais dénonce «toute provocation qui dégénère».

Des actes de résistance se déroulent également dans l'armée, comme celui de l'aspirant Maillot qui déserte avec un camion de munition et rejoint un « maquis rouge » du PCA (4), tels des jeunes, et parmis lesquels des communistes qui désertent avant de partir ou une fois en Algérie. Mais le PC, non seulement n'appuie pas ce cas, même lorsqu'ils concernent des communistes, mais encore observe le silence!

Mais ces mouvements d'appelés et leurs soutiens, essentiellement populaires vont progressivement s'éteindre. Ils restent en effet trop minoritaires dans la classe ouvrière pour résiter au triple facteur du silence de la presse, de leur isolement politique et de la répression du pouvoir en place. Ils vont céder pour un temps la place à des mouvements d'intellectuels qui se situeront sur le double front du soutien concret au FLN et de la dénonciation de la guerre coloniale et de ses conséquences, les massacres et la torture.



LA RÉSISTANCE A LA GUERRE L'AIDE AU FLN RÉSEAUX JEANSON MANIFESTE DES 121



De petits noyaux se forment un peu partout, essentiellement chrétiens, mais aussi communistes dissidents, trotskystes et quelques libertaires, qui ici et là tentent des actes de dénonciation de la guerre et d'aide aux militants algériens avec qui ils peuvent être en rapport. L'un de ces réseaux devient célèbre sous le nom de réseau Jeanson. Francis Jeanson, philosophe sartrien, et son épouse Colette ont séjourné bien avant 1954 en Algérie et y ont noué des contacts avec différents milieux nationalistes. Lorsque la guerre débute, eux deux et quelques amis aident le FLN à s'implanter en France, puis progressivement le réseau s'étoffera de nouvelles recrues sensibilisées essentiellement par le problème de la torture. Le réseau deviendra pratiquement le soutien officiel du FLN en France: passage presque quotidien de militants d'Espagne en France, et vice-versa, transport des fonds collectés par la FLN en France, planque de militants, le réseau se professionnalisera et deviendra avec l'entrée en scène d'Henri Curiel un lieu de blanchissage de l'argent du FLN par l'intermédiaire de banques suisses.



En 1958 le réseau sera même le représentant du FLN auprès du PC lorsque ce dernier abandonnera sa ligne « Union française » pour adopter celle de «l'indépendance de l'Algérie ». Ceux qui seront de futurs exclus du PC, Laurent Casanova, Servin, mènent les négociations avec peut-être l'appui de Waldeck Rochet le futur secrétaire général. Le PC après le coup d'Etat de De Gaulle pense alors que la dictature est proche et qu'il sera bientôt dans la clandestinité. Il lui faut donc trouver des appuis. Mais lorsqu'il deviendra évident que le PC ne sera pas interdit et qu'il pourra jouer son rôle d'opposant en toute quiétude, les membres du comité central défont leur valise prête pour le départ et cesseront tout rapprochement envisagé avec le

Briser le mur du silence que l'Etat veut imposer sur les moyens de la guerre, sera la tâche la plus importante de ces intellectuels. Témoignages, manifestes, pétitions sont très nombreux et engagent une partie la plus importante de l'intelligentsia, jusqu'à Malraux (une seule fois!), Mauriac, en passant par les gens de la nouvelle gauche autour de France-Observateur, des prêtres et des chrétiens autour de Témoignage chrétien...

Le témoignage le plus célèbre, La question, d'Henri Alleg est saisi en mars 58. Les grands de la littérature signent contre l'atteinte à la liberté d'expression sauf... Camus (dont certains voient en lui un penseur libertaire) qui refuse. Il y a également les trotskystes de la IVeme internationale qui avant leurs multiples scissions forment l'infrastructure matérielle pour la propagande FLN à Paris à ses tous débuts. Infrastructure artisanale, puisque l'instrument est la ronéo! Les nécessités de modernisation feront passer ces responsabilités au réseau Jeanson.



De nombreux groupes, mais assez faibles numériquement, oppositionnels se créent un peu partout plus radicaux que le réseau Jeanson, les Chrétiens ou la nouvelle gauche, mais toujours, il faut le reconnaître, obnubilés par l'idée d'entraîner le PC dans la résistance. Le cordon ombilical n'est pas rompu avec la maison mère pour les militants de cette génération, qui préfigurent quand même la rupture de mai 68

Sur le plan plus spécifique des réseaux d'aide aux insoumis, Jeune Résistance (JR), malgré un nombre peu élevé de militants joue un rôle non négligeable :

« La timidité des responsables politiques plus encore que la torpeur des masses, a engourdi la gauche française. Les jeunes, eux, parce qu'ils font la guerre, parce qu'ils ont à subir concrètement le fascisme dans l'armée d'Algérie, parce qu'ils sentent l'avenir du pays bouché, ont déjà eu l'énergie nécessaire pour promouvoir un mouvement révolutionnaire de Refus. S'ils savent s'organiser ils peuvent convaincre leurs ainés, ils passeront du Refus à la Résistance active et pourront provoquer le réveil du peuple français ». Une certaine prémonition de ce qui allait se passer dix ans après dans la jeunesse, mais une conception interclassiste encore très marquée!

En rapport avec le réseau Jeanson, J.R. maintiendra son autonomie malgré de nombreuses pressions. Des libertaires sont présent à J.R., mais ils ne parviendront pas a transformer ce groupe paralysé par les querelles en un pôle révolutionnaire conséquent. Le plus souvent ils se contenteront de dénoncer les magouilles avant de quitter JR, faute de pouvoir avancer une ligne politique claire.

Sur un plan plus politique également, citons La Voie Communiste (la Voie-Co) financée par Sartre pour le premier numéro (5). Cette Voie-Co qui rompra progressivement avec le Trotskysme pour devenir un des plus intéressant bulletins politique de l'avant 68.

Et puis aussi pour mémoire, de nombreux bulletins d'oppositionnels du PC, d'anciens résistants (H. Lefevre, V. Leduc, F. Chatelet...)

Mais il faut bien comprendre que ce bouillonnement d'idées et d'activités, ne remuent en fait qu'un milieu encore assez restreint traumatisé par la «trahison» de la gauche et surtout du PC, vis-à-vis d'une guerre coloniale. L'influence réelle sur les événements immédiats restera faible (mis à part le réseau Jeanson pour son rôle spécifique). Une fois la guerre terminée en 1962, cette génération de militants se retrouvera dans une longue traversée du désert et sera incapable de sentir la remontée des luttes qui ne devra rien aux schémas classiques de la «crise» (coloniale ou économique), ni à fortiori au PC, et qui s'opérera à partir de 66 - 67. Un désespoir, une attente passive qui n'est pas sans rappeler certains aspects de cette autre traversée du désert que vivront certains militants à la fin des années 70 et qui se poursuit encore.

C'est en 1960 que tomberont de nombreux porteurs de valise. L'avocat officiel du réseau jeanson est... Roland Dumas. La nouvelle gauche officielle, celle qui s'est cristallisée autour de France Observateur prend ses distances, ferme ses colonnes à l'expression des réseaux, et prône l'action légaliste. Le plus célèbre des manifestes, celui des 121 (voir ci-contre)

paraîtra lors du procès du réseau.

1960 c'est aussi l'année où un nouvel aspect du mouvement se dessine, en milieu étudiant et scolarisé cette fois-ci et dont les prolongements politiques se retrouveront partiellement en 67-68. L'opposition à la guerre devient majoritaire à l'UNEF et particulièrement à la FGEL (Lettres). Des liens sont établis avec l'UGEMA (Union générale des Etudiant musulmans d'Algérie) dans un climat d'empoignades politiques indescriptibles. De nombreux groupes politiques naîtront à cette période : PSU, trots-

Les réseaux, à partir de cette date vont repartir avec une infrastructure renouvelée en partie, plus cloisonnés; une autre génération, plus ieune, plus politique aussi, et qui a en perspective plus une révolution qu'un souci humaniste ou existencialiste. Curiel prend de plus en plus d'importance dans le réseau et bien sûr, avec lui, communiste orthodoxe mais marginal, le nombre de jeunes communistes s'accroît. A-t-il voulu faire du réseau un tremplin pour remettre au goût du jour une politique «communiste authentique»? C'est probable. Il tombera lui aussi peu de temps après.

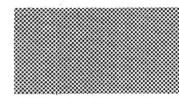
La résistance s'éclate en de nombreux groupes plus ou moins spontanés dont beaucoup reprennent par exemple, le signe JR. JR devient alors davantage un rassemblement d'agitation et de maturation politique au moment où sa direction tombe également.

Mais les années de clandestinité ont amené des querelles de pouvoir, des rivalités; ceci ajouté à l'impossibilité de clarifier le débat sur soutien inconditionnel ou critique au FLN, à la mauvaise analyse du gaullisme en qui on voyait trop souvent le «fascisme», et aux arrestations de plus en plus nombreuses mettront à mal l'ensemble des réseaux. Heureusement c'est alors dans la rue que le mouvement renaît (Comités antifascistes, mouvement étudiant, dans lesquels on retrouve souvent à la pointe des gens actifs par ailleurs dans les réseaux).

La répression deviendra féroce:

- Le 17 octobre 61, manifestation d'Algériens à Paris: 12.000 arrestations, des gens parqués dans des stades, et surtout des centaines de morts jetés à la Seine!
- Le 8 février 62, soit un mois et demi avant la signature des accords d'Evian, une manifestation contre l'OAS fait 8 morts au Métro Charonne

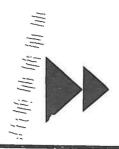
J.P.



NOTES

- (1) Mouvement pour le triomphe des libertés démo-
- (2) Mouvement national algérien.
- (3) Ce ne fut officiellement jamais une guerre!
- (4) Le PCA, voyant sa position «d'union française» (voir le début de l'article) intenable, et devant la prépondérence prise par le FLN décide en juin 55 de se rallier à la lutte nationale en créant ses propres groupes de combat, puis, peu de temps après, ses membres intégreront individuellement le FLN. Ceci provoquera un trouble certain chez des militants de base du PCF qui ne comprendrons pas l'attitude de la direction qui, elle, soutient Guy Mollet et la répression!
- (5) Il retirera son financement dès le second numéro lorsqu'il apprendra que la Voie Co est noyautée par des trotskystes (par exemple F. Guattari).

Voir manifeste



Dans un prochain numéro, nous reviendrons sur des aspects non abordés ici : le FLN, l'OAS, et peut-être l'Algérie après l'indépendance.

Par ailleurs un autre problème pourrait être abordé: celui du rôle des libertaires pendant la guerre d'Algérie. Nous demandons donc à ceux qui ont des choses à dire là-dessus, qui veulent écrire sur leur expérience de l'époque, de nous envoyer leurs textes.

Enfin, en guise de bibliographie, nous avons particulièrement utilisé pour cet article:

Mohamed Harbi: FLN mirage et réalité Hamon et Rotman: Les porteurs de

Revue Socialisme et Barbarie No 88-89 de Sans-Frontière.

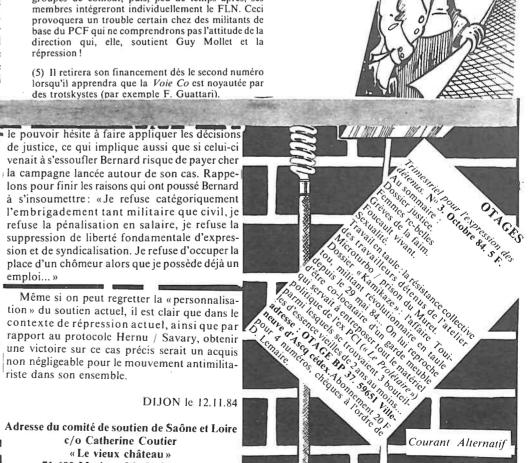
et.. différents articles de presse de l'époque et d'aujourd'hui.



Une trentaine de personnes se sont réunies le 7 novembre devant le rectorat de Dijon pour demander qu'une position soit prise face à l'interdiction professionnelle pour délit d'opinion dont risque d'être victime B. Jaudon, ce sympathique instituteur, objecteur et insoumis. emploi...» Interdiction professionnelle, découlant des 6 mois de prison ferme confirmé en appel le 4 octobre et qui serait la première du genre si elle était appliquée, ce qui renforcerait peut-être la «symbiose» entre l'armée et l'école. Cette action ponctuelle faisait partie d'une mobilisation plus large qui touche même des députés européens (mais oui!) et a pris des tournures plus rigolotes quand le rectorat a dû réceptionner des dizaines de colis volumineux et néanmoins vides... Il semble que pour l'instant le soutien est suffisamment conséquent pour que

le pouvoir hésite à faire appliquer les décisions de justice, ce qui implique aussi que si celui-ci venait à s'essoufler Bernard risque de payer cher la campagne lancée autour de son cas. Rappelons pour finir les raisons qui ont poussé Bernard

«Le vieux château» 71 690 Marigny Mt St-Vincent



Courant Alternatif

LE MANIFESTE DES 121

Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie
Septembre 1960

Un mouvement très important se développe en France, et il est nécessaire que l'opinion française et internationale en soit mieux informée, au moment où le nouveau tournant de la guerre d'Algérie doit nous conduire à voir, non à oublier, la profondeur de la crise qui s'est ouverte il y a six ans.

De plus en plus nombreux, des Français sont poursuivis, emprisonnés, condamnés, pour s'être refusés à participer à cette guerre ou pour être venus en aide aux combattants algériens. Dénaturées par leurs adversaires, mais aussijédulcorées par ceux-là même qui auraient le devoir de les défendre, leurs raisons restent généralement incomprises. Il est pourtant insuffisant de dire que cette résistance aux pouvoirs publics est respectable. Protestation d'hommes atteints dans leur honneur et dans la juste idée qu'ils se font de la vérité, elle a une signification qui dépasse les circonstances dans lesquelles elle s'est affirmée et qu'il importe de ressaisir, quelle que soit l'issue des événements.

Pour les Algériens, la lutte, poursuivie, soit par des moyens militaires soit par des moyens diplomatiques, ne comporte aucune équivoque. C'est une guerre d'indépendance nationale. Mais, pour les Français, quelle en est la nature? Ce n'est pas une guerre étrangère. Jamais le territoire de la France n'a été menacé. Il y a plus : elle est menée contre des hommes que l'Etat affecte de considérer comme Français, mais qui, eux, luttent précisément pour cesser de l'être. Il ne suffirait même pas de dire qu'il s'agit d'une guère de conquête, guerre impérialiste, accompagnée par surcroit de racisme. Il y a de cela dans toute guerre, et l'équivoque persiste.

En fait, par une décision qui constituait un abus fondamental, l'Etat a d'abord mobilisé des classes entières de citoyens à seule fin d'accomplir ce qu'il désignait lui même comme une besogne de police contre une population opprimée, laquelle ne s'est révoltée que par un soucis de dignité élémentaire, puisqu'elle exige enfin d'être reconnue comme communauté indépendante.

Ni guerre de conquête, ni guerre de « défense nationale », ni guerre civile, la guerre d'Algérie est peu à peu devenue une action propre à l'armée et à une caste qui refuse de céder devant un soulèvement dont même le pouvoir civil, se rendant compte de

l'effondrement général des empires coloniaux, semble prêt à reconnaître le sens. C'est aujourd'hui, principalement la volonté de l'armée qui entretient ce combat criminel et absurde, et cette armée, par le rôle politique que plusieurs de ses hauts représentants lui font jouer, agissant parfois ouvertement et violemment en dehors de toute légalité, trahissant les fins que l'ensemble du pays lui confie, compromet et risque de pervertir la nation même, en forçant les citoyens sous ses ordres à se faire les complices d'une action factieuse ou avilissante. Faut-il rappeler que, quinze ans après la destruction de l'ordre hitlérien, le militarisme français, par suite des exigences d'une telle guerre, est parvenu à restaurer la torture et à en faire à nouveau comme une institution en Europe?

C'est dans ces conditions que beaucoup de Français en sont venus à remettre en cause le sens de valeurs et d'obligations traditionnelles. Qu'est-ce que le civisme, lorsque, dans certaines circonstances, il devient soumission honteuse? N'y a-t-il pas des cas où le refus de servir est un devoir sacré, ou la «trahison» signifie le respect courageux du vrai? Et lorsque, par la volonté de ceux qui l'utilisent comme instrument de domination raciste ou idéologique, l'armée s'affirme en état de révolte ouverte ou latente contre les institutions démocratiques, la révolte contre l'armée ne prend-elle pas un sens nouveau?

Le cas de conscience s'est trouvé posé des le début de la guerre. Celle-ci se prolongeant, il est normal que ce cas de conscience se soit résolu concrètement par des actes toujours plus nombreux d'insoumission, de désertion, aussi bien que de protection et d'aide aux combattants algériens. Mouvements libres qui se sont développés en marge de tous les partis officiels, sans leur aide et, à la fin, malgré leur désaveu. Encore une fois, de dehors des cadres et des mots d'ordre préétablis, une résistance est née, par une prise de conscience spontanée, cherchant et inventant des formes d'action et des moyens de lutte en rapport avec une situation nouvelle dont les groupements politiques et les journaux d'opinion se sont entendus, soit par inertie ou timidité doctrinale, soit par préjugés nationalistes ou moraux, à ne pas reconaître le sens et les exigences véritables.

Les soussignés, considérant que chacun doit se pronocer sur des actes qu'il est désormais impossible de présenter comme des faits divers de l'aventure individuelle; considérant qu'eux-mêmes, à leur place et selon leurs moyens, ont le devoir d'intervenir, non pas pour donner des conseils aux hommes qui ont à se décider personnellement face à des problèmes aussi graves, mais pour demander à ceux qui les jugent de ne pas se laisser prendre à l'équivoque des mots et des valeurs, déclarent:

 Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien.

Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux algériens opprimés au nom du peuple français.
 La cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres.

Les déchets radioactifs aspect technique-

Depuis le début de l'âge atomique, l'industrie nucléaire civile et les essais d'armes nucléaires ont répandus dans l'atmosphère et l'environnement humain des déchets radioactifs. Aujourd'hui la radioactivité naturelle a déjà augmenté de 2 %, l'irradiation des êtres vivants et donc des êtres humains en a donc été accrue

Pour mémoire et dans la mesure où ces questions n'ont pas été abordées depuis longtemps dans C.A. et que le problème se pose maintenant sous un autre jour, nous rappellerons les effets de la radioactivité. La radioactivité, liée à la désintégration d'atomes instables est dangereuse. Les spécialistes tentent de classer les différents facteurs qui permettent d'évaluer ses effets.

Selon la nature du rayonnement :

Le rayonnement appelé alpha serait 20 fois plus dangereux que les rayonnements beta ou gamma. La CEA désigne par la lettre A la catégorie de déchets contenant des emetteurs beta et gamma et «faiblement» contaminés en emetteurs alpha. La catégorie B contient plus de déchets contaminés en emetteurs alpha. La catégorie C (produits qui sortent du cœur des réacteurs) est extrêmement radioactive.

b) Second critère: on mesure le nombre de désintégrations par seconde. C'est ce que l'on appelle l'activité de tel ou tel déchet. Cette activité se mesure en curie.

c) La période radioactive: c'est le temps au bout duquel la radioactivité a baissé de moitié. Ce temps, variable selon les éléments considérés peut-être incroyablement long (24000 ans pour le plutonium 239).

Quant aux effets eux-mêmes de la radioactivité sur les êtres vivants, on sait que les rayonnements peuvent détruire les cellules vivantes. Selon la quantité reçue, les lésions peuvent aller de simples brûlures à la mort de l'individu irradié. Les cellules exposées aux radiations peuvent être lésées et voir leur structure génétique transformée et devenir cancéreuse. Leucémies et cancers ne peuvent être décelés qu'après des années ou des dizaines d'années de latence. L'atteinte des cellules sexuelles peut conduire à des mutations à l'origine d'avortements spontanés et de malformations héréditaires dont le poids portera sur les générations à venir.

En ce qui concerne l'industrie nucléaire, des effluents radioactifs sont produits tout au long du cycle du combustible. « On » tache d'éviter au maximum au cours des différentes étapes de ce cycle le rejet de ces effluents dans les eaux, les sols, l'atmosphère, les tissus vivants et donc humain. Ces efforts sont toujours incomplets car la pollution radioactive tout au long du cycle est en fait inévitable. Ces effluents proviennent:

- de l'extraction minière de l'uranium.
- des installations de concentration de ce métal.
- de l'enrichissement de celui-ci pour le transformer en combus-
- dans les centrales, les effluents proviennent de la diffusion du produit de fission hors du réacteur ou passent dans les liquides des circuits de refroidissement à l'état dissous.
- les usines de retraitement rejettent gaz et liquide radioactifs.

Pour épurer ces effluents gazeux ou liquide, épuration toujours incomplète, on les fait passer dans des filtres, des résines. d'où résultat: accumulation de résidus solides radioactifs qu'il faut évacuer. Dans l'optique du retraitement, option choisie en France, le combustible issu des réacteurs conduit, en théorie, aux trois catégories de déchets citées plus haut A, B et C. Les déchets retraités posent les mêmes problèmes que les déchets non retraités. Toute une série d'utopies ont fleuris devant cette question insoluble. Que faire de tous ces déchets? On pourrait les conditionner et les stocker en attendant la mise au point d'un procédé crédible, on pourrait les évacuer par fusée spatiale.

Avec le développement du programme électronucléaire, les déchets représentent un des problèmes les plus épineux de l'industrie nucléaire et il n'y a pas de solution crédible à ce

En janvier 83, la très officielle et très sérieuse commission Castaing, qui dans l'euphorie de l'état de grâce qui avait suivi mai 81 (date exécrable pour l'ensemble du mouvement antinucléaire), cette commission donc, qui avait aspirée à elle des opposants du GSIEN et de la CFDT au programme français, s'exprimant avec l'infinie prudence qui convient à tout organisme participant de la raison d'Etat, exprimait les plus vives critiques pour ce qui concerne le stockage des catégories B et C et déclarait qu'il fallait étudier plus sérieusement le problème des déchets dits de faible radioactivité, à l'heure actuelle stockés en surface mais qui s'avère contenir des quantités non négligeables de corps à forte radioactivité. Rappelons que pour faire fonctionner une seule centrale de 1000 Megawatts on utilise annuellement 80 tonnes d'uranium conduisant à accumuler 50 000 m³ de boues radio-

La nuisance des déchets soi-disant non dangereux, étant limitée à quelques malheureuses 300 années, ils sont présentement stockés dans des tranchées de faible profondeur (en France au centre de stockage de la Manche près de l'usine de retraitement de la Hague). Les autres, dans la mesure où il «faudrait» les stocker dans des sites en profondeur, qui restent jusqu'à ce jour une vue de l'esprit, sont donc simplement « entreposés », en attendant. Le centre de La Hague sera saturé en 1990; il y a donc nécessité urgente de trouver, pour la nucléocratie, d'autres sites pour y installer les nouvelles poubelles nucléaires de demain.











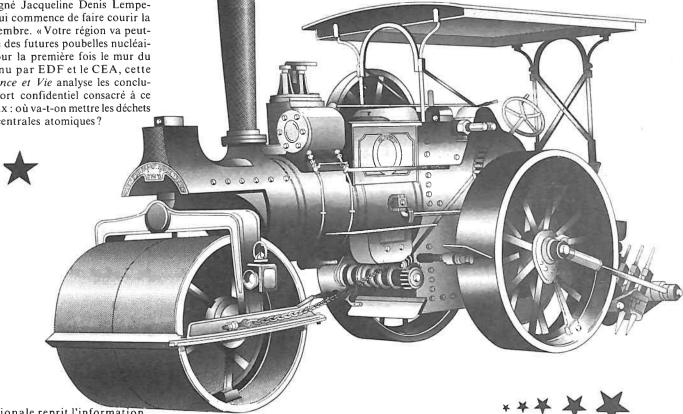
Courant Alternatif

Une poubelle nucléaire dans l'Aube

Naissance d'un mouvement?

LA RUMEUR

est un article de la revue Science et Vie signé Jacqueline Denis Lempereur qui commence de faire courir la rumeur, en septembre. « Votre région va peutêtre abriter l'une des futures poubelles nucléaires ». Brisant pour la première fois le mur du silence entretenu par EDF et le CEA, cette enquête de Science et Vie analyse les conclusions d'un rapport confidentiel consacré à ce problème épineux : où va-t-on mettre les déchets radioactifs des centrales atomiques?



La presse régionale reprit l'information. L'Est républicain du 13 septembre titrait : « Déchets nucléaires : La Meuse ne veut pas être une poubelle ». Le 16, L'Union de la Marne annonçait: « Nogent-sur-Seine susceptible d'accueillir des déchets. L'Aube: la nouvelle poubelle nucléaire».

Très vite, il apparut que 3 départements, l'Aube, l'Indre et la Vienne étaient d'ores et déjà préselectionnés. L'Indre et la Vienne étant départements limitrophes, il était donc clair, comme deux centres de stockage sont nécessaires, que l'Aube n'y couperait pas.

Non seulement le département avait déjà été choisi, mais le site aussi. Très rapidement, on apprit que la zone concernée se situait dans le canton de Soulaines, canton le moins peuplé de l'Aube, limitrophe de la Marne et de la Haute-Marne, zone rurale en voie de désertification et située à plus de quarante kilomètres des villes de moyenne importance de la région : Troyes, Chaumont, Saint-Dizier, Vitry-le-François. En clair, les choses avaient déjà été décidées par la nomenklatura du nucléaire, sans que personne n'ait été informé, et si la presse n'avait vendu la mèche, le silence dont les nucléocrates avaient à se draper continuerait d'être la règle.

LA DESCENTE DES OFFICIELS

Sur ce, et selon toute vraisemblance dans la plus grande urgence, tout ce qui compte en matière de notabilité fut mis au courant de l'affaire. L'Andra (Agence nationale pour les déchets radioactifs), succursale du CEA, dépêcha sur les lieux une redoutable oratrice, Melle Mine, chargée d'apaiser les populations ignorantes, de vanter les vertus du nucléaire, le caractère inoffensif de la chose, de promettre des emplois (70) et surtout de faramineuses dotations financières aux communes qui accepteraient sur leur territoire la dite poubelle.

Andra, secrétariat à l'énergie atomique, commissariat de la république de l'Aube, préfecture et élus commencèrent à chanter l'hosanna de la modernité. On lit dans L'Est républicain du 27 sept. 84 : « Le préfet et les maires des 8 communes concernées et les représentants de l'Andra ont défini un programme d'actions et chiffré les coûts de l'opération ainsi que les retombées économiques». Le bavardage des sages, qu'on se le dise, répondait de tout.

PREMIÈRES RÉACTIONS

Le 10 octobre, Libération-Champagne, journal régional lu dans le canton, faisait paraître des réactions déjà beaucoup plus méfiantes. Un article de la fédération auboise de protection de la nature et de l'environnement et une lettre ouverte aux parlementaires et conseillers généraux de l'Aube, signée par un professeur de géographie de Bar-sur-Aube et d'un docteur ingénieur. Cette dernière lettre était empreinte de la gravité et de l'ambiguïté propres à tout ce qui surgit des «compétences».

Beaucoup plus importante et sans doute beaucoup plus prometteuse pour l'émergence d'un mouvement fut la réaction de rejet, immédiate et unanime, de la toute petite commune (15 habitants) de la Ville-aux-Bois, maire en tête, commune située dans la zone concernée. Voir à ce sujet l'article paru dans Lisé-courrier du 18 octobre: « Hommage aux gens de la Villeaux-Bois» signé par un écologiste de Bar-sur-Aube, gros bourg à 15 km de Soulaines (encart).

RÉUNION D'INFORMATION

Des mini-réunions officielles avaient déjà eu lieu dans les villages concernés. Le 19 octobre, une réunion d'information, beaucoup plus importante, était organisée, avec directeur de l'Andra, préfet, etc. dans le village concerné de Ville-sur-Terre. Il fallut subir l'information filtrée, les films et les discours soporifiques des agents publicitaires (souriez Gips) de la gent officielle; il fallut supporter la position de maîtrise que prennent toutes ces personnes quand elles s'adressent au commun des mortels: «très bonne question», «je vous ai déjà expliqué que...», « nous allons aborder ce problème ensuite...»

Après le classique temps de silence en pareille circonstance, les réactions commencèrent à fuser, la salle à chauffer, les problèmes véritables à tomber sur le tapis. Les pros étaient aux premiers bancs, les antis derrière. Les choses s'annonçaient bien.



LE COMITÉ DE SAUVEGARDE DU NORD-EST AUBOIS

A l'initiative des écolos de Bar-sur-Aube et des gens de la Ville-aux-Bois s'était créé un comité provisoire de sauvegarde qui appelait à une réunion de constitution du comité contre le projet pour le 26-10 à la mairie de Soulaines. Il était apparu à la réunion précédente une opposition qui paraissait parfaitement informée. La réunion pour la constitution du comité nous révéla en fait une surprise. Il y avait là beaucoup de monde. Mais l'atmosphère avait changé du tout au tout. Ça n'était plus du tout l'affrontement entre les officiels et les antinucléaires que l'on avait vu à Ville-sur-Terre. Les gens parlèrent leur langage, ils s'interrogeaient.

Certains étaient contre le projet; d'autres, qui n'étaient ni pour ni contre mais qui s'étaient aperçus qu'on les menait en bateau voulaient plus d'information, etc.

En fait, ce qui nous apparut, c'est qu'à la réunion précédente, avec les officiels, c'étaient essentiellement des gens extérieurs au canton, antinucléaires certifiés conformes qui avaient pris la parole face aux autorités. Le mouvement d'opposition qui était apparu à cette précédente réunion était en fin de compte assez conjoncturel et artificiel. La réunion de constitution du comité à Soulaines, plus houleuse, plus indécise, révéla la position exacte des gens du coin. Ils ne savaient pas ce que c'était ce truc qui leur tombait dessus, mais ils avaient pigé pour l'essentiel que l'information officielle était filtrée, tronquée, savamment travaillée à fin d'apaisement. Et ce qu'ils voulaient, eux, c'était savoir ce qu'il en était.

Tout notre savoir à nous autres, antinucléaires, que nous avions dégorgé auparavant, n'avait servi qu'à leur mettre la puce à l'oreille. Il avait tout de même servi à ça. Mais il n'avait servi qu'à ca.

Ce qui, une fois de plus, se confirmait, c'est qu'on ne peut pas aller plus vite que le mouvement, qu'on ne peut pas transmettre un savoir théorique et que vouloir le faire c'est substituer une maîtrise savante, un pouvoir des doctes à l'expérience des gens que seuls, avec le temps et dans la lutte ils pourront faire.

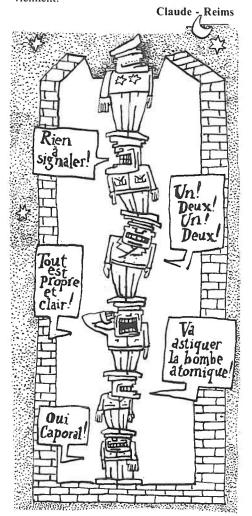
LA MÉMOIRE DES LUTTES

Ceux qui étaient venus d'ailleurs, nous autres, de Reims ou de St-Dizier, les écologistes de Barsur-Aube surtout qui avaient fait l'essentiel du travail de préparation, tous ces gens « extérieurs » comme on dit, n'étaient pas là simplement avec des idées et des schémas antinucléaires. Nous avions suivi la lutte de Chooz, celle de l'Aube et celle de Nogent, et pour tous, d'emblée, il était clair que nous ne pourrions rien sur si les gens concernés ne prenaient les choses en main. Il fut décidé que le comité devait comprendre des personnes de tous les villages en cause et il en fut ainsi, des gens de toutes les communes se désignèrent pour participer au comité et pour chercher, ensemble, à trouver une information digne de ce nom. Ça n'était pas la révolte, mais c'était déjà la prise en main des responsabilités.

A noter que la lutte qui avait été menée à Chooz avait longtemps fait la une des infos régionales, notamment à FR 3. Une femme de Chooz était venue, en son nom personnel, parler de son expérience quant aux informations officielles distribuées par EDF, aux procédés utilisés... Elle fut écoutée dans un silence quasiment religieux et applaudie plus que quiconque. Parions que ce soir-là, d'aucuns qui hésitaient encore se décidèrent.

Aux dernières nouvelles, il y a dans le comité quasiment unanimité contre le projet.

Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire. Si vous ne l'avez déjà fait, vous feriez bien de prendre votre abonnement à Courant Alternatif pour être informé des suites éventuelles de ce petit début de mouvement... dans les mois qui viennent.



Extrait d'un courrier des lecteurs de Libération-Champagne du 18-10-84 HOMMAGE AUX GENS DE LA VILLE-AU-BOIS

"Un village peuplé d'irréductibles Gaulois résiste encore et toujours..." Non, ce n'est pas une nouvelle histoire d'Astérix que je vais vous conter, c'est celle de gens simples qui vivaient heureux et cachés dans leur clairière, entre l'église à la charpente de bois brut, le lavoir antique et l'étang couvert de lentilles d'eau. Une famille, une communauté comme il en reste peu. Les anciens se réunissent quotidiennement devant l'âtre, dans une maison du village, il suffit de savoir les écouter pour comprendre que la sagesse n'est pas tout à fait morte en ce monde.

Ils ne comprennent pas que des spécialistes intelligents puissent affirmer que tout est prévu, que tout marchera comme ils le disent. Eux, les "spécialistes" de la terre savent qu'aucune récolte n'est prévisible, qu'aucune ne se ressemble, malgré leur science à prévoir les fumures, à préparer les semis. Eux, les "spécialistes" des animaux, ils savent que malgré les aliments modernes pesés pour chaque bête, le lait et la viande n'auront jamais la saveur du sainfoin. Eux, les "spécialistes" du bois, ils ne comprennent pas les coupes à blanc replantées en essences non adaptées dans la forêt de St-Victor qui aurait pu être sainement gérée par un syndicat intercommunal au lieu d'être laissée massacrée par une société privée...

massacrée par une société privée...
Un tombeau pour les déchets atomiques! Voilà l'avenir pour les jeunes, une immense poubelle, balayeurs du nucléaire!

Je les entends dire: "Que chacun s'occupe de sa m... Que les grosses boîtes à robots s'occupent de leurs crottes. On n'a rien demandé dans notre coin perdu, laissez-nous y vivre et mourir tranquillement à notre rythme, celui de la nouvelle lune et des moissons. Si vos denrées nucléaires ne sont pas plus dangereuses que la fumée du tracteur, laissez-les donc autour des villes, sur les zones industrielles, près des centrales atomiques. On ne va pas mettre notre menue paille et notre purin dans les jardins de la préfecture, pourtant c'est de l'engrais bien naturel et ça ne ferait pas de mal aux chrysanthèmes. Des fois, quand on est en colère, on leur met un peu de lisier pour qu'ils se rappellent qu'on ne veut pas travailler pour des prunes. Alors là, on nous attend avec des CRS à la place de belles dames et beaux messieurs, ils ont des matraques dans les mains en place de poignée de billets!

de poignée de billets!

D'abord, hier soir, on a tous fait un cauchemard dans le pays, tous le même: c'était en 2300, nos petits, patits-enfants faisaient des fouilles archéologiques en forêt. Ils sont tombés sur des sarcophanucléaires, on n'était pas fier! Heureusement, quand ils ont cherché dans les archives, ils ont vu que leurs ancêtres avaient fait une délibération pour s'opposer au cimetière atomique... Alors on s'est senti soulagé, heureux, comme avant octobre 84!"

Voilà ce qu'il fallait que vous sachiez, messieurs les décideurs, car nous n'en n'aviez pas la moindre idée, du haut de votre centrale, de derrière votre bureau, vous qui n'êtes jamais allés sur le plancher des vaches ou alors que sur la pointe des pieds en marmonant: "C'est sale, ça pue, ah ces bouseux!". Ou alors vous avez honte de vous-même, vous ne savez plus l'odeur du lait entier, du boudin chaud. Vous qui préférez votre radioactivité sans odeur ni saveur, bien moins polluante que les bouses de vaches bien entendu!

J.-C. CZMARA





Q: L'Argentine est un pays moins pauvre que la Bolivie ?

R: C'est tout à fait différent! Le choc est peutêtre plus grand entre la Bolivie et l'Argentine qu'entre le Brésil et la Bolivie. L'Argentine est un pays économiquement plus riche avec un développement capitaliste plus proche de celui des sociétés occidentales. L'Argentine c'est, d'une part, les grandes villes et régions urbaines (Buenos Aires, Cordoba, Rosàrio, Mendonza) et d'autre part, des énormes poches de sousdéveloppement, surtout dans les provinces du nord, où survivent des populations indiennes dans des conditions très précaires. La pauvreté et la malnutrition tendent aussi à s'étendre dans les zones urbaines du sud. En 1984, 28 % de la population totale du pays vivaient au-dessous du seuil de pauvreté. Buenos Aires - où 1/4 de la population vit au-dessous de ce même seuil est une ville où il y a beaucoup de richesses et où on sent la présence d'une puissante bourgeoisie.

La tradition ouvrière est ancienne. Jusqu'aux années 20, les idées anarcho-syndicalistes et syndicalistes-révolutionnaires, apportées par les immigrés italiens et espagnols, dominent le mouvement ouvrier. La naissance et l'essor du mouvement peroniste, ainsi qu'une répression sanglante, sont venus à bout de ces tendances. Dès le départ, le péronisme est un mouvement de type prolétarien. Il est né avec l'arrivée massive des immigrés de l'intérieur dans les zones urbaines, attirés par les nouvelles industries. C'est sur ces nouveaux arrivants, sans tradition syndicale et politique, que le peronisme va asseoir son pouvoir.

Ce qui est intéressant dans l'Argentine d'aujourd'hui, c'est justement le fait qu'on assiste au dernier acte du processus de décadence du peronisme. C'est d'autant plus important que la question essentielle est celle du contrôle des masses ouvrières en période de crise.



Les syndicats peronistes (la grande CGT) sont de puissants appareils, gérant des œuvres sociales, le système de sécurité sociale, des caisses et des mutuelles diverses. La bureaucratie est une sorte de maffia dans le style du pire syndicalisme américain. La corruption règne et les affaires louches (casinos, prostitution) prolifèrent. La majorité des fonctionnaires syndicaux a étroitement collaboré avec les militaires, y compris sur la question de la répression. A peine un ou deux dirigeants — plus liés à la gauche peroniste — ont eu des velléités de s'opposer à la dictature et ont été

rapidement éliminés. A la base ce fut une autre affaire... La répression dans les usines fut sauvage; tout militant, tout travailleur tant soit peu inconformiste a été porté « disparu ». Cette bureaucratie est aujourd'hui totalement discréditée aux yeux des prolétaires et il n'y a que le PC argentin pour faire alliance avec elle! Mais on ne peut pas dire pour autant que les travailleurs ne sont plus peronistes. Pour eux, le peronisme reste une sorte de mythe prolétaire socialisant, un ensemble de valeurs de justice sociale et même une attitude anti-impérialiste. Le peronisme a laissé de fortes empreintes dans la mentalité ouvrière en Argentine : un nationalisme et chauvinisme très prononcé, des valeurs élitistes, le culte du chef, le machisme. Il a surtout effacé de la mémoire collective toute attitude d'initiative, d'autonomie, développant un esprit moutonnier irationnel. Le rapport du peronisme avec la classe ouvrière, l'évolution même de ce rapport et l'apparition des courants peronistes-marxistes-léninistes, tout cela est un phénomène spécifiquement argentin, plein de contradictions et de rebondissements.



La répression de la période militaire qui vient de se terminer a pris des dimensions inimaginables en Europe. Le chiffre de 30 000 morts est aujourd'hui considéré comme largement audessous de la réalité. Cette répression s'est abattue sur toute la société, elle a débordé le cadre des organisations politiques ou syndicales. Elle a frappé la moindre attitude de déviation ou d'inconformisme; dans la rue, l'école,

les bureaux ou les usines. La culture argentine a déjà des traits passablement névrotiques, comme le montre à merveille Sabato dans ses romans (Le Tunel, Alexandra). La répression militaire n'a fait qu'accentuer ces traits, cette psychose de masse. Une génération entière a été éloignée de l'activité politique; soit par l'émigration (plus de deux millions d'exilés), soit par l'élimination physique. Les survivants sont traumatisés à vie, la paranoïa est très généralisée. Dans la petite et moyenne bourgeoisie, tout le monde se précipite chez le psychanaliste. Pendant la dictature, c'était là le seul endroit où on pouvait parler, exprimer quelque chose. Mais la terreur est restée, rentrée dans la tête des gens. Il y a maintenant une autre génération, plus jeune, qui vient à la politique, de façon très passionnée, mais avec très peu d'expérience et de connaissances. Par rapport au Brésil, il y a très peu d'ouvrages politiques publiés; les libraires sortent de leurs caves les vieilles éditions de Marx et Bakounine!

Nous avons eu des contacts avec le petit milieu libertaire à Buenos Aires et le hasard a voulu qu'on fasse aussi connaissance avec des jeunes femmes qui militaient dans un groupe de l'extrême-gauche trotskiste. Avec eux tous nous avons eu des échanges très passionnants. Les camarades libertaires qui ont réussi à survivre à la répression (grâce à leur âge, à la chance ou les deux à la fois!) sont des gens d'une qualité rare. Ils animent aujourd'hui à Buenos Aires un centre culturel-bibliothèque qui organise des débats, des expos et où se réunissent des nouveaux noyaux de jeunes camarades qui cherchent à intervenir politiquement. Ce sont des

FELIZMENTE QUE NUESTRO EJERCITO ES NACIONALISTA POR ESO SOLO INVADIMOS © NUESTRO PROPIO PAIS

Heureusement que notre armée est nationaliste ; c'est pour cela que nous envahissons notre propre pays.

gens très intéressés par tout ce qui se passe ailleurs et très ouverts au débat politique. Mais, parmi eux aussi, la crainte et la mésiance envers l'avenir est toujours présente.



finalement plus proche de celle du Brésil, surtout pour ce qui est du débat syndical. Il y a une énorme combativité, des grèves très dures sont fréquentes. Le niveau de vie des travailleurs est en baisse constante. La situation empire du fait que le gouvernement Alfonsin a réussi à imposer la fin de l'indexation automatique des salaires sur l'inflation — une des plus fortes au monde. Malgré les protestations verbales de la CGT et des actions de grève déclanchées à la base, le retour en arrière n'est plus possible et la politique de « sacrifices démocratiques » s'impose peu à peu aux travailleurs. On comprend que, après avoir essayé d'arracher la direction des syndicats aux peronistes, les radicaux ont fini par parvenir à un accord avec eux. L'essentiel étant de maintenir un contrôle minimum sur les travailleurs.

Le fait est que la plupart des grèves partent aujourd'hui de la base, en dehors et parfois contre les directions syndicales. Lorsqu'on y était, au début de 1984, on pouvait constater l'existence d'un mouvement de formation de commissions d'entreprises, démocratiquement élues par la base, unitaires et indépendantes de l'appareil syndical. De plus, ces commissions cherchaient souvent à se coordonner au niveau inter-entreprises. Le tract des travailleurs de la grande usine Ford de Buenos Aires (reproduit ci-joint), est typique de cet esprit de lutte nouveau. C'était à ce moment aussi que le gouvernement radical lançait une campagne démagogique contre la bureaucratie syndicale peroniste. Curieusement, les deux forces se retrouvaient d'accord pour ignorer publiquement et s'opposer, dans la pratique, au développement de ces réseaux d'organisations de base sur les lieux de travail.

militaires n'ont fait que céder le pouvoir civil et politique; leurs services de renseignement et d'information, de répression, continuent de fonctionner; leur pouvoir dans la société reste intouché, y compris économiquement, où le «complexe militaro-industriel » constitue la plus grande entreprise argentine. Les «inculpations » et les «arrestations » de quelques officiers sont insignifiantes par rapport à l'impunité dont bénéficie l'institution militaire dans son ensemble. Tout cela ne trompe personne et, si consensus il y a eu au départ, il est certain que l'attitude de compromis du pouvoir envers les militaires a été le début de la fin d'une illusion.

Q: Est-ce que le gouvernement Alfonsin béné-

R: Quand ils sont venus au pouvoir, les radi-

caux ont symbolisé la fin de la dictature. C'était

ficie ou non d'un soutien populaire?

En février 1984, seuls les jeunes camarades libertaires osaient soulever des doutes sur les intentions et buts des radicaux. Aujourd'hui, d'après les lettres que nous recevons, la déception et la frustration ont gagné une bonne partie de l'extrême-gauche qui est en crise après être successivement tombée dans le piège de la guerre des Malvinas (au nom de l'anti-impérialisme!) et ensuite dans celui de l'euphorie démocratique... On en vient aussi à se poser des questions plus conséquentes à la fois sur les principes politiques de ces organisations et sur le sens de cette démocratisation du système par le haut. La culture argentine étant particulièrement machiste, ce machisme s'est ici trouvé en étrange symbiose avec le léninisme... Il n'est pas étonnant que beaucoup de jeunes femmes militant dans les groupes de l'extrême-gauche finissent par rompre avec eux sur la base de ces questions.



LOS OBREROS DE FORD: A LA OPINION PUBLICA

EN LOS PASADOS 8 AÑOS DE DICTADURA MILITAR. LOS OBREROS DE FORD SUFRIMOS TODA CLASE DE ATROPELLOS, MAS DE 100 COMPAÑEROS DETENIDOS, LLEVADOS DE SU LUGAR DE TRABAJO O SUS VIVIEN-DAS, SIN CARGOS NI ACUSACION ALGUNA, MAS DE 6.000 DESPEDIDOS, TROPAS DEL EJERCITO PERMANEN-TEMENTE DENTRO DE LA FABRICA, RITMOS DE PRO-DUCCION INFERNALES, HORAS EXTRAS OBLIGATORIAS Y SALARIOS DE HAMBRE, SE REPRIMIO TODA ACTIVI-DAD GREMIAL Y FUIMOS UNA DE LAS POCAS FABRI-CAS DEL PAIS SIN UN DELEGADO GREMIAL HASTA EL 30 y 31 DE ENERO DE 1984.

RESUELTOS A TERMINAR CON ESTA SITUACION, HAR-TOS DE TANTA EXPLOTACION Y HUMILLACION, LOS 4.800 OBREROS DE FORD HEMOS SALIDO A LA LUCHA

1) 100% de aumento salarial, mínimo imprescindible para que no falte el pan en nuestras mesas y podamos mandar nuestros hijos al colegio, porque es imposible en la Argentina de hoy vivir con algo más de 4.000 pe-

2) Los 4.800 obreros de Ford en Asamblea General resolvimos reorganizar nuestro cuerpo de delegados de acuerdo al Estatuto de S.M.A.T.A. democráticamente de abajo hacia arriba, sin partidismo, sin interferencia de la patronal ni del Estado y fiscalizado por los pro-

pios obreros de Ford. Este cuerpo de delegados surgió de elecciones, sección por sección, que fueron un ejemplo de democra-cia sindical, al elegirlo, así ejercimos un derecho que nos garantiza la Ley 14.932. Sostenemos que debe ser reconocida por el Ministerio de Trabajo inmediata-

ASAMBLEA GENERAL DE OBREROS DE FORD CUERPO DE DELEGADOS - COMISION INTERNA

NOTA: ESTA SOLICITADA FUE SOLVENTADA UNICAMENTE POR LOS TRABAJADORES JORNALIZADOS DE FORD MOTOR S.A.

Buenos Aires, 13 de febrero de 1984

LES OUVRIERS DE FORD A L'OPINION PUBLIQUE

Au cours des 8 dernières années de dictature militaire, nous ouvriers de Ford avons souffert toutes sortes d'outrages, plus de 100 compagnons emprisonnés, enlevés sur leur lieu de travail ou chez eux, sans aucune charge ni accusation; 6000 disparus, licenciés, l'armée en permanence dans l'usine, des rythmes infernaux de production; des heures supplémentaires imposées et des salaires de misère; toute activité syndicale était réprimée et nous étions une des rares usines du pays à ne pas avoir de délégué syndical jusqu'au 30 et 31 janvier 84.

Nous avons décidé d'en finir avec cette situation; nous en avons assez de tant d'exploitation et d'humiliation; les 4800 ouvriers de Ford, nous nous sommes mis en lutte pour:

1.) 100 % d'augmentation salariale, minimum incompressible pour que le pain ne nous manque pas et que nous puissions envoyer nos enfants au collège; parce qu'il est impossible dans l'Argentine d'aujourd'hui de vivre avec un peu plus de 4000 pesos par mois.

2.) Les 4800 ouvriers de Ford en Assemblée générale nous avons décidé de réorganiser notre corps de délégués en accord avec le statut de SMATA démocratiquement, de bas en haut, sans esprit partidaire, sans interférence du patronat ni de l'Etat, et avec le financement des ouvriers de Ford eux-mêmes.

Ce corps de délégués est issu d'élections, section par section, qui furent un exemple de démocratie syndicale. En l'élisant, nous exerçons un droit que nous garantit la Loi 14.932. Nous exigons qu'elle soit reconnue immédiatement par le Ministère du Travail.

Assemblée générale des ouvriers de Ford. Corps des délégués. Commission interne.

Buenos Aires 13 février 1984

Citicorp Z 800 **范里用业工** EDVE AMILIA. PROOF OF DIEZ AND



750 First Chicago (0.000) -...

Chase Manhattan 1 600

1100 J.P. Morgan

NOTES DE LECTURE

NOTES DE LECTURE

NOBJECTION

NOBJEC

Dernier né des éditions « Avis de recherche », le livre de Pierre Martial-Cardona fait suite à une longue série de livres produits par des groupes et individus sur les réfractaires en France, et ceci depuis 1 an.

Nous citerons les divers guides de l'objecteur faits par le MOC (Mouvement des objecteurs de conscience), le MAN (Mouvement pour une alternative non-violente), et le mouvement Objection collective, ainsi que le livre d'objections en monde rural (10 ans d'objections en monde rural) et bien sûr le livre de Michel Auvray: Objecteurs, insoumis, déserteurs, his-

toire des réfractaires en France. Le bouquin de Pierre Martial est un complément à tous ces livres et brochures.

Pierre Martial, insoumis total, brosse un tableau d'un mouvement qu'il connaît bien puique lui-même réfractaire, tout en y étant extérieur si l'on peut dire, puisqu'il a choisi une autre démarche face au service national.

L'intérêt du livre réside dans le fait qu'il arrive à donner une idée assez bonne de ce « mouvement » très hétérogène et très spécialisé qu'est le mouvement objecteur.

Il arrive à la fois à montrer les grandes différences qui existent entre ses diverses tendances et les points de convergence.

Donc, un bouquin indispensable pour des personnes qui désireraient comprendre et s'intéresser à ces dissidents de la chose militaire.

Je crois qu'il faut surtout voir ce livre comme une approche, pour des gens assez éloignés de ce mouvement; car il est vrai qu'il laisse l'objecteur lui-même sur sa faim,



diverses motivations de ceux qui refusent la gangrène militariste. «Objection, mode d'emploi» est par conséquent une ouverture pour un mouvement qui semble actuellement se replier sur lui-même. Ce livre contient d'ailleurs une excellente biblio-AVIS DE RECHERCHE

graphie pour connaître un peu plus les objecteurs, ainsi que de nombreuses adresses (certaines déjà dépassées) pour amener les lecteurs et lectrices à prendre contact avec les différents Christian - Reims

Néanmoins, sans vouloir juger la démarche journalistique de Pierre Martial, ce livre, en amenant des personnes extérieures à la mouvance très hétéroclite des objos, invite les lecteurs à pousser plus loin dans l'étude des

> Prix: 43 F à Avis de recherche B.P. 53 - 75861 Paris Cédex 18 (Ajouter 6 F de port)

REIMS: DU CANULAR AU PROCÈS DES FICHIERS

Comme vous le savez peut-être, les trois membres du groupe rémois contre le F.L.I.C.S (Fichage Légalisé des Individus Considérés comme Subversifs) ont été condamnés le 5/11 novembre à une amende de 3000 francs chacuns pour avoir distribué fin 82 quelques centaines de fausses convocations de police invitant les personnes à aller se présenter au commissariat « dans le cadre de la mise en place du nouveau fichier informatisé, destiné à lutter contre le terrorisme »

Ce procès a eu un retentissement national par les médias qui ont jugé «cette affaire intéressante».

Pourtant les inculpés ont eu le plus grand mal à s'exprimer face à un président qui ne voulait rien entendre de politique. Malgré tout le journal L'Union publiait en première page :

« Ces jeunes souhaitaient en fait attirer l'attention du public sur les métho-des de fichage. But largement atteint d'autant qu'hier dans le prétoire, le seul véritable procès fut celui de la mise en carte des français »

Et pour finir

« Le canular s'il fait sourire a beaucoup inquiété face à l'attitude des «victi-mes». En effet, près de la moitié des personnes ayanı reçu cette fausse convocation ont téléphoné ou se sont rendus au commissariat central de Reims). Quant aux accusés, il est évident que le VAT ne devrait jamais accueillir leurs noms en mémoire, lorsqu'on sait que l'été dernier certains d'entre eux avaient signés sur Reims des affiches au nom du GAG (Groupe d'action des gastéropodes) avec le slogan La Bourgogne aux escargots. Une autre plaisanterie destinée à répondre avec hu-mour aux attaques murales racistes La france aux Français du groupe SIDOS. On le voit, nous sommes vraiment loins du terrorisme international. les fichiers sont par contre, eux, toujours près, trop près de chacun de nous »

L'Union du 6/11/84 Mission accomplie, donc, pour ce groupe... mais pratique qui coûte cher!

Pour leur payer des vêtements décents une coupe de cheveux propre, le groupe anarchiste communiste de Reims ouvre

une souscription : EGREGORE. BP 1213. 51058 REIMS cedex (Chèques à l'ordre de Claude Petit).

CAHIERS DE L'INSTITUT D'HISTOIRE DES PÉDAGOGIES LIBERTAIRES (I.H.P.L.)

Le bulletin nº 2 de l'1.H.P.L. vient de sortir. Il présente le cahier nº 2 qui sera consacré à la réédition de «Sphinx Rouge» de Han Ryner (à paraître en 85). Ce bulletin est disponible contre 3 F 80 en timbres à l'adresse suivante.

Jean Pierre Caro Caradeuc

La Harmoye 22320 Corlay A partir du nº 3, ce bulletin devrait être plus important et sera l'objet d'un abonnement. 30 F pour 6 numéros.



DROITS DE L'HOMME EN **EUKADI NORD**

Communiqué : Le Comité pour la défense des droits de l'homme est né en Pays Basque.

Il a pour but :

de prendre la défense des droits de l'homme en Pays Basque, de promouvoir la solidarité avec toute personne dont la loberté serait menacé ou dont les droits seraient violés, d'intenter toute action non violente par exemple judiciaire, en vue de cette défense.

Créé à l'initiative d'hommes et femmes de bonne volonté, d'esprit humanitaire, progressiste, apolitique, il compte dans ses rangs des éléments d'origine sociale et militante diverses: employés, enseignants, avocats, retraités, prêtres, sacrifiant déjà leur temps qui à la ligue des droits de l'homme, qui à Amnisty international, qui au CICR, qui encore adepte de la non violence active, ou tout simplement animé d'un esprit neuf et généreux.

Conscients qu'il existe en pays basque des problèmes, humains, qui les interpellent de facon urgente (réfugiés et convention de Genève, émergence de la violence au nord), ils se proposent de réunir dans la sérénité et l'objectivité l'information la plus complète possible afin de mettre à la disposition du public, et d'organismes humanitaires à vocation nationale ou internationale, des dossiers solides. Le comité se donne pour tâche de défendre lui-même, directement, les victimes sur le plan judiciaire.

Pour être plus efficace le comité a besoin de vous :

MJC Polo Beyris. 64100 Bayonne



LIBRAIRIE PUBLICO

La librairie Publico — 145 rue Amelot 75011 Paris, métro : République organise des tables rondes autour de plusieurs ouvrages se rapportant à l'histoire du mouvement ouvrier et anarchiste.

Samedi 1er décembre, Ronald Creagh animera un débat autour de son dernier livre relatant le martyr de Saco et Venzetti. Ronald Creagh a démonté toute la machine policière et juridique qui malgré le manque de preuve, les témoignages contradictoires - envoya sur la chaise électrique ces deux militants anarchistes. Il replace ce scandale mondial dans son contexte social, suit les activités sociales de Sacco et Venzetti, retrace le portrait d'une époque, de deux hommes. A cette occasion la librairie Publico organise une exposition sur Sacco et Venzetti.

Samedi 22 décembre, le groupe Puig Antich de la Fédération Anar-chiste présentera «Les dossiers noirs d'une certaine résistance », ouvrage collectif qui paraît comme un document de référence. Les exactions commises par le PCF et le PCE sont dévoilées à travers des témoignages accablants, une analyse sérieuse de la situation politique de l'époque. A l'occasion de ce forum la librairie Publico organise également une exposition sur la résistance libertaire au cours de la seconde guerre mondiale.

Samedi 26 janvier 1985, un forum se déroulera autour de l'œuvre et de la personnalité de Gaston Leval auteur de «l'Etat dans l'histoire» et de «l'Espagne libertaire » (aux éditions du Monde Libertaire). Des documents personnels et historiques seront exposés à cette



CLASSES DANGEREUSES

Numéro d'automne 1984 - 30 F. Revue publiée par le CEDOS (Centre d'études et de documentation ouvrières et sociales). 91, rue Championnet 75018 Paris - Tél. 223.54.53

Sommaire de ce numéro:

Allemagne:

Les mouvements extra parlementaires. Cas ou modèle? A propos du mouvement pacifiste.

Métropolis:

La ville dans les conflits sociaux

 Prisons:
 Manifeste abolitionniste, le GIP et la suite: chronique (groupe d'information sur les prisons). Nîmes 1841. Contre la révolte, l'isolement.

Big bio brother

Biotechnologies

— Restructurations

Les transports, nœud stratégique — Kiosques: à propos de: Faucier, pacifisme et anti-militarisme en France

Satoski, l'envers du miracle japonais. Pierre Souyri, la dynamique du capita-lisme au XX^e siècle.

Deux livres sur les migrations (Les travailleurs Mauriciens et les travailleurs migrants Turcs).

Le CEDOS publie depuis un an une lettre mensuelle d'informations et d'analyses politiques et historiques, qui vient compléter le travail entamé dans la revue « Classes dangereuses ».

Lettres parues:

Nº 1: La nouvelle affaire Negri : débat et polémique après l'élection et l'exil de

Nº 2: «Almanya», Turcs en Allemagne. Une chronique, une bibliographie, des adresses, des hypothèses de travail sur les migrations.

Nº 3: Alfa Roméo 1980-1983. L'autre tactique patronale et la résistance ouvrière

Nº 4: Coca-cola, une lutte d'ouvriers guatemaltèques.

Nº 5-6: question indienne, lutte de classe et guérillas au guatemala, 1944-

Nº 7: Argentine 1976-1983. « Processus de réorganisation nationale», résistance et changements structurels.

A paraître: Mauriciens en France; luttes ouvrières Turques en RFA; l'enjeu du regroupement familial, une lutte urbaine à Milan.

Disponible uniquement par abonne-

ments, 200 F pour 10 numéros. Chèques à l'ordre du CEDOS.

INTOXICATION

Dans la nuit du 29 au 30 octobre 1984, ont lieu deux attentats contre la résidence secondaire de Pierre Roger, industriel en Soule (Pays Basque), et sa permanence de con-seiller général à Mauléon. L'orga-nisation Iparretarrak revendique ces actions. Voici son communique « L'organisation révolutionnaire basque lparretarrak revendique la destruction de la résidence secondaire de Pierre Roger à St Pée sur Nivelle et de sa permanence de conseiller général à Mauléon dans la nuit du 29 au 30 octobre 1984. Pierre Roger porte une responsabilité totale dans la situation que connait aujourd'hui l'entreprise Biga dont il était le dirigeant mais ce sont pourfant les ouvriers qui en supportent seuls les frais. Lors du dépôt de bilan, 77 ouvriers se sont retrouvés jetés à la rue. La liquidation de bines, n'a été évitée que par une « solution » aussi batarde que provices actions. Voici son communiqué une « solution » aussi batarde que provi-soire: la reprise en gérance pendant six mois avec par ailleurs 30 licenciements supplémentaires à la clé

Par contre Pierre Roger lui, ne connaî-tra pas le sort réservé à ses ouvriers. puisqu'il se retrouve directeur commer-cial de Biga ce qui va lui permettre de continuer à sauvegarder sinon à accroi-tre ses profits en toute impunité. C'est là une chose insupportable et la segulation couletine.

population souletine — les travailleurs tout particulièrement — ressentent cette situation comme une injustice sociale. Durant toute cette période, sont appa-

rues des plus évidentes ;

— l'impuissance et la carence syndicale

— l'opportunisme du PS

— l'opportunisme du PS
— l'attitude critique passive du PC
Alors qu'en Ipar Euskadi le sous-développement économique est le résultat d'une politique délibérée du pouvoir les exploiteurs style P. Roger profitent de cette situation pour s'en mettre encore davantage plein les poches. En conséquence pour la partetarak avons pris la quence, nous Iparretarrak avons pris la décision d'intervenir et de sanctionner Pierre Roger:

— dans la matérialisation des profits

réalisés sur le dos des travailleurs en

détruisant sa résidence secondaire.

— dans sa représentation politique qui lui sert de levier pour ses intérêts personnels en touchant son local de permanenPar ces actions l'organisation Iparra-tarrak tient également à avertir Pierre Roger qu'elle ne tolèrera pas davantage que les travailleurs continuent à subir les conséquences de ces agissements. »

Or Le Monde du 18-19 novembre a une façon toute particulière de traduire les mativations les auteurs de l'action :

mativations les auteurs de l'action :
« IK... qui a revendiqué ces attentats
reproche à Pierre Roger d'avoir laissé
des capitaux et des dirigeants extérieurs
au Pays Basque prendre le contrôle de
Biga, l'usine de chaussure qu'il dirigeait
à Mauléon et qui avait déposé son bilan
l'été dernier »

l'été dernier » Même son de cloche dans Le Matin, Libé et Sud-Ouest. Pourtant nul trace de tels arguments dans le communiqué d'IK, qui a notre connaissance est le seul

o IN. qui a notre comaissance est reservi qui a été publié par la presse! Le Monde pris en flagrant délit de dé-sinformation et d'intoxication: Bouh!les vilains nationalistes anti-parisianistes primaires, xénophobes et racistes...